



Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, en visite officielle au Niger
L'AXE ALGER-NIAMEY SE RENFORCE
La mise en œuvre de projets stratégiques consolide une coopération sincère et donne une nouvelle dimension à l'intégration régionale entre les deux États. P3



Transport, tourisme, agriculture...
LE MAROC SUBIT DE PLEIN FOUET LES RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT P4



Relance du secteur minier
LE SENS D'UNE STRATÉGIE
En 2026, l'Algérie amorce une nouvelle ère industrielle, valorisant ses ressources minières pour diversifier et renforcer son économie au-delà du pétrole et du gaz. P2



RELANCE DU SECTEUR MINIER

Le sens d'une stratégie

L'Algérie ne se contente plus, comme naguère, de parler de diversification économique. Elle passe à l'action. Le secteur minier est en train de devenir l'un des moteurs les plus concrets de cette ambition. Selon l'APS, le pays entre dans une nouvelle phase où les ressources minières, longtemps sous-exploitées, sont appelées à soutenir la souveraineté nationale et à réduire la dépendance aux hydrocarbures.

PAR BOUALEM B

Le président Abdelmadjid Tebboune porte cette vision depuis des années, et 2026 s'annonce comme l'année charnière où plusieurs mégaprojets entrent en phase opérationnelle ou décisive. Au cœur de cette renaissance, il y a lieu de citer le gisement de fer de Gara Djebilet, l'un des plus grands au monde avec ses 3,5 milliards de tonnes de réserves. Après des décennies d'attente, l'exploitation effective a démarré au premier trimestre 2026, comme l'a ordonné le président lors d'un Conseil des ministres. La ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, longue de près de 950 km à travers le Sahara, a été inaugurée début février 2026. Ce corridor titanessque, financé par l'État et réalisé avec des partenaires chinois et nationaux, relie désormais le Sud profond aux complexes sidérurgiques du Nord. Il s'agit d'alimenter l'industrie locale en minerai de fer, de réduire les importations (économie estimée à plus d'un milliard de dollars par an) et d'améliorer la production, qui pourrait grimper à 20 millions de tonnes d'ici 2032, puis à 50 millions à terme. Ce projet constitue un véritable levier pour relancer la sidérurgie nationale. Dans le Nord, le projet de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, avance à grands pas. Lancé officiellement en mars 2026, avec les travaux

d'accès et d'aménagement en cours, ce gisement de 53 millions de tonnes de réserves devrait produire 2 millions de tonnes de minerai par an, pour environ 200 000 tonnes de concentré. Plus de 700 emplois directs et près de 4 000 indirects sont attendus, sans compter l'effet d'entraînement sur les PME et la sous-traitance locale. Ce projet redonne vie à toute une région et positionnera l'Algérie parmi les grands producteurs de ces métaux stratégiques. Le phosphate reste peut-être le dossier le plus stratégique pour les exportations futures. Le projet intégré de l'Est (Tébessa, Souk Ahras, Annaba), avec ses réserves exploitables de 840 millions de tonnes, pourrait atteindre une production brute de 10,5 millions de tonnes par an. L'exploitation de Bled El Hadba est lancée, la ligne ferroviaire minière de 422 km progresse (il reste environ 175 km à finaliser), et l'extension du port d'Annaba avance pour en faire une véritable plateforme internationale. Les premières expéditions de phosphate brut via le terminal minéralier sont prévues fin 2026 ou début 2027. À terme, l'objectif est de parvenir à la transformation locale en engrais et en produits à haute valeur ajoutée. L'Algérie vise ainsi le top mondial des exportateurs d'engrais phosphatés. 2026 n'est pas une année comme les autres pour le secteur minier : elle coïncide avec le 60^e anniversaire de la nationalisation des mines, et les chantiers en



cours en font un symbole fort. Ces projets ne sont pas que des chiffres sur papier : ils créent des emplois, désenclavent des régions, attirent des investissements et renforcent l'intégration territoriale, du Grand Sud à la côte est. Bien sûr, les défis sont nombreux, notamment le respect des délais, la maîtrise environnementale, le transfert technologique et la valorisa-

tion maximale sur place plutôt qu'à l'export brut. Mais le train est lancé : l'Algérie ne mise plus uniquement sur le pétrole et le gaz. Elle réveille ses richesses souterraines pour bâtir une économie plus solide, plus diversifiée et plus souveraine. Sauf impondérables, 2026 marquera bel et bien le début d'une nouvelle ère industrielle. ■

Pour travaux de maintenance La station de Koudiat Eddraouche en pause technique

La station de dessalement de Koudiat Eddraouche, située dans la wilaya de Taref, connaîtra un arrêt temporaire de production d'une semaine, a annoncé hier la direction de l'Algérienne des eaux (ADE) d'Annaba dans un communiqué. Il s'agit d'un arrêt « périodique programmé » prévu du 24 au 30 mars, a précisé l'ADE. Cette interruption affectera les abonnés des communes d'Annaba, El Hadjar, El Bouni, Sidi Amar, Benaouda Benmostafa et Draâ Erriche, et entraînera « un changement partiel et exceptionnel dans le programme de distribution d'eau ». Pour pallier ce déficit, un plan de distribution exceptionnel a été mis en place afin de compenser la baisse de production de la station. L'ADE d'Annaba a assuré que le retour à un programme normal de distribution interviendra dès la reprise de la production et la remise en service des pompes du réseau. Selon la même source, cet arrêt a été décidé dans le cadre d'opérations de maintenance préventive et de désinfection technique de l'usine. Ces travaux sont nécessaires pour garantir le fonctionnement optimal de la station et assurer un approvisionnement fiable en eau durant la saison estivale.

ENCADRÉE PAR LA LOI

L'université connecte recherche et industrie

Publiés au Journal officiel n° 20, quatre arrêtés interministériels, cosignés par les ministères de l'Enseignement supérieur et des Finances, officialisent la création de « services communs de recherche » sous forme de plateformes technologiques. Derrière ce terme un peu technique se cache l'ambition de faire sortir la recherche des laboratoires pour la mettre au service direct de l'industrie, des start-up et du développement national. Ces nouvelles structures ne sont pas de simples unités administratives supplémentaires. Elles fonctionnent comme de véritables hubs collaboratifs, où plusieurs universités et centres de recherche mettent en commun équipements, expertises et projets. Cela permettra d'accélérer le passage de l'idée au produit, du brevet à l'usine, et surtout de répondre aux priorités stratégiques du pays, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, de la sécurité alimentaire et de la valorisation des ressources locales. Le fer de lance de cette dynamique se trouve à Batna, à l'École nationale supérieure des énergies renouvelables, de l'environnement et du développement durable (ENSEREDD, créée en 2020). Dotée désormais d'une plateforme technologique dédiée, elle va piloter des travaux avec pas moins de six partenaires : les universités de Sétif 1, Djelfa, Ouargla, et l'École nationale polytechnique de Constantine. Au programme : la cartographie précise des gisements d'énergies renouvelables en Algérie, des tests en conditions réelles



dans différentes zones climatiques, des solutions de stockage innovantes, et même l'intégration de l'Internet des objets (IoT) et de l'intelligence artificielle pour optimiser l'efficacité énergétique. Une section spécifique est également prévue pour former du personnel qualifié à la maintenance des installations. Autant dire que l'on passe du discours sur la transition énergétique à des actions très opérationnelles. Dans le même élan, deux autres plateformes voient le jour : l'une à l'université de Blida-1, spécialisée en agroalimentaire, l'autre à Béchar, axée sur les biotechnologies appliquées à ce secteur, mais aussi à la santé et à l'environnement. À Blida, en partenariat notamment avec l'École supérieure des sciences de l'aliment et des industries agroalimentaires d'Alger, les chercheurs s'attaqueront au

contrôle qualité, à la sécurité alimentaire, à l'innovation produit, mais également aux mécanismes de commercialisation. Le texte officiel insiste sur l'importance des études de marché, de l'identification des attentes des consommateurs, de la réduction des coûts d'approvisionnement et de l'accompagnement des industriels dans leurs stratégies de vente. La recherche ne s'arrête plus aux éprouvettes : elle descend dans la chaîne de valeur jusqu'au rayon du supermarché. À Béchar, l'accent est mis sur les procédés biotechnologiques, avec un projet phare : la préservation et la valorisation du palmier dattier. Recensement numérique des palmiers dans les oasis, protection des variétés locales, identification et lutte contre les ravageurs... Autant de chantiers cruciaux pour sauvegarder un patrimoine agricole et économique vital, surtout dans les régions sahariennes. Ces initiatives arrivent à point nommé. Lundi dernier, le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, a lancé un appel direct aux industriels, les invitant à « prendre en compte » les résultats de recherche et les brevets produits par les universités. La recherche produit déjà : il faut maintenant l'industrialiser. Ces plateformes technologiques, en reliant laboratoires et entreprises, en favorisant les incubateurs universitaires et la création de start-up, sont précisément l'outil pour y parvenir. Aux chercheurs, aux industriels et aux pouvoirs publics, désormais, de jouer collectif. ■

B. B.

L'EXPRESS

Quotidien national

d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz

www.lexpressquotidien.dz

Tél./Fax : 028 26 99 24

Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE :

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :

L'Entreprise Nationale de communication

d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz

Programation.rcgic@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

Société d'Impression

d'Alger (SIA)

Diffusion :

Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

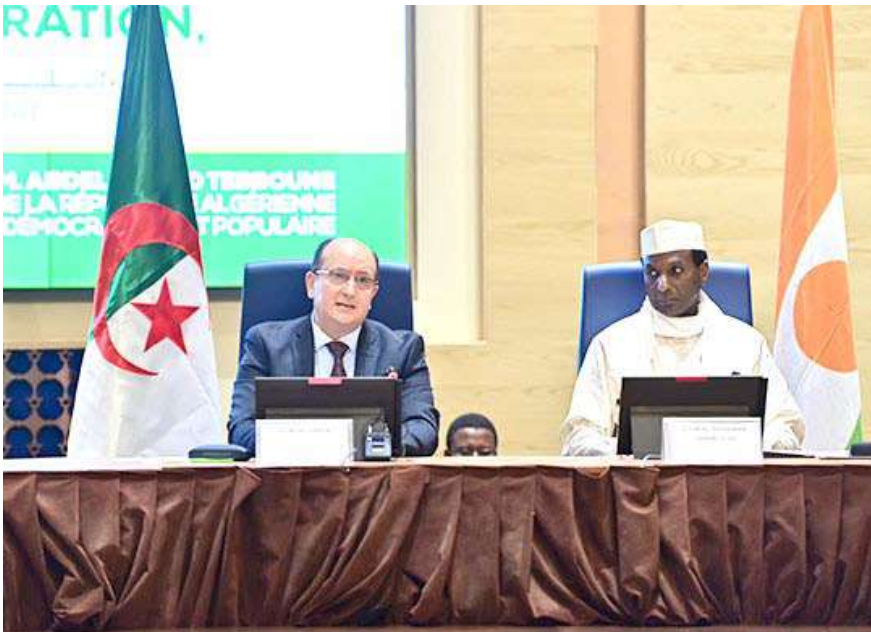
LE PREMIER MINISTRE, SIFI GHRIEB, EN VISITE OFFICIELLE AU NIGER

L'axe Alger-Niamey se renforce

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, effectue depuis hier une visite officielle au Niger, à la tête d'une délégation ministérielle de haut niveau, dans le cadre de la deuxième session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne de coopération, qu'il co-présidera aux côtés de son homologue nigérien, Ali Lamine Zeine Mahaman.

PAR MAHREZ Z

La visite permettra notamment l'élargissement de la coopération aux secteurs de la finance, de l'agriculture, de l'industrie, de l'industrie pharmaceutique, de la santé, des infrastructures, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Elle devrait être rehaussée par la signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente entre les deux pays. La commission mixte offre l'opportunité, selon un communiqué des services du Premier ministre, d'intensifier les consultations politiques bilatérales au plus haut niveau et de consolider le partenariat stratégique, contribuant ainsi aux objectifs d'intégration régionale et continentale. Elle devrait également donner « un nouvel élan à la coopération bilatérale multiforme, notamment en accélérant la mise en œuvre de projets stratégiques communs à dimension régionale, tels que la route transsaharienne, le projet de réseau de fibre optique et le projet de gazoduc transsaharien, et en renforçant les partenariats dans les domaines de la sécurité et de l'énergie, en particulier les hydrocarbures et les énergies renouvelables », selon la même source. La réunion institutionnelle sera suivie d'un forum d'affaires réunissant de nombreux acteurs économiques des secteurs public et privé, afin d'explorer « les opportunités d'investissement et de renforcer les partenariats économiques bilatéraux ». Cette visite réaffirme, selon le communiqué, « la profondeur et la solidité des relations entre l'Algérie et la République du Niger, fondées sur les principes de bon voisinage et de solidarité, et portées par la volonté commune des dirigeants des deux pays d'instaurer une dynamique de coopération renouvelée, au service des intérêts communs et renforçant l'intégration régionale et continentale ». En prélude à la deuxième session de la Grande Commission mixte de coopération, la capi-



tale nigérienne a abrité dimanche la réunion de la commission mixte de coopération au niveau des experts. La rencontre technique a été co-présidée par le Directeur général Afrique au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Boualem Chebihi, et le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du Niger, Souleymane Issakou, en présence de représentants de plusieurs départements ministériels des deux pays. Dans ce contexte, le Secrétaire général du ministère nigérien des Transports et de l'Aviation civile, Mahaman Sani, a indiqué que son pays aspire principalement à l'achèvement de la route transsaharienne Lagos-Alger, dans son tronçon traversant le Niger, au regard de son rôle stratégique dans la facilitation de la circulation des biens et des personnes et dans l'interconnexion des économies africaines. Il a également cité le projet de ligne ferroviaire Nord-Sud, reliant Alger à Ta-

manrasset, réalisé par l'Algérie, précisant qu'il contribuera, à l'avenir, à la mise en place d'un corridor stratégique à même de faciliter les échanges économiques et le commerce transfrontalier, renforçant ainsi l'intégration régionale et ouvrant de nouvelles perspectives économiques et de développement pour l'ensemble des pays africains. La tenue de la deuxième session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne de coopération intervient dans le prolongement des conclusions de la visite effectuée en Algérie, en février dernier, par le président de la République du Niger, Abdourahmane Tiani. Lors de la visite, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le président nigérien Abdourahmane Tiani, avaient convenu de relancer les mécanismes de coopération bilatérale, de tenir la session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne à Niamey et d'organiser des consultations politiques et sectorielles régulières. ■

IDIR SACI, EXPERT EN ÉCONOMIE :

« Le secteur pharmaceutique, un axe aussi central de la coopération »

Très attendue par les milieux économiques, la réunion de la commission mixte algéro-nigérienne, qui se tient à Niamey, intervient dans un contexte marqué par une volonté affirmée de renforcer l'intégration régionale et de dynamiser les échanges Sud-Sud. C'est ce qu'a indiqué, hier, l'expert économique et financier Idir Saci, soulignant que des experts et responsables des deux pays planchent sur plusieurs dossiers structurants, avec en toile de fond l'ambition de bâtir un partenariat durable et mutuellement bénéfique. Intervenant sur la radio nationale Chaîne 3, l'expert a affirmé que « cette commission mixte existe depuis très longtemps, depuis le début des années 1970 », ce qui traduit une tradition de dialogue et de coopération entre Alger et Niamey. Selon lui, cette continuité constitue « un atout majeur » pour faire avancer des projets structurants. Dans ce cadre, il a relevé que le secteur pharmaceutique figure parmi les axes de coopération en pleine expansion. L'Algérie, qui a développé une industrie locale performante, ambitionne d'accroître ses exportations vers les pays du Sahel. « L'Algérie a réussi

dans ce secteur », a-t-il affirmé, évoquant un marché prometteur et des complémentarités naturelles entre les deux pays. Parmi les priorités abordées, le secteur de l'énergie occupe une place centrale. L'Algérie, déjà présente au nord du Niger dans l'exploration pétrolière, entend renforcer sa coopération dans ce domaine stratégique. « Le dossier énergie est le dossier majeur », a affirmé M. Saci, mettant en avant « les perspectives offertes par le gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie ». Selon lui, ce projet d'envergure pourrait générer des retombées économiques significatives pour toute la région. « C'est une opportunité pour les deux États », a-t-il expliqué, soulignant qu'il contribuerait « à consolider le rôle de l'Algérie comme hub énergétique, tout en offrant au Niger une ouverture vers les marchés internationaux ». Au-delà de l'énergie, les discussions portent également sur le développement des infrastructures, notamment la route transsaharienne et les projets ferroviaires. Ces chantiers visent, selon lui, « à désenclaver le Niger et à renforcer les échanges commerciaux ». « Le Niger est un

pays enclavé, et nous lui offrons une façade méditerranéenne », a indiqué l'expert, insistant sur l'importance des corridors logistiques. La coopération ne se limite pas aux infrastructures. L'Algérie mise également sur le transfert de savoir-faire, notamment dans les domaines de la formation et de l'ingénierie. « C'est une approche gagnant-gagnant », a estimé M. Saci, relevant que cette démarche permet aux partenaires nigériens « de développer leurs capacités et d'assurer la pérennité de leurs projets ». Enfin, la mise en place d'un corridor commercial entre l'Algérie et le Niger constitue un levier supplémentaire pour dynamiser les échanges. Ce dispositif devrait faciliter l'importation et l'exportation de marchandises tout en ouvrant de nouvelles perspectives vers l'Afrique de l'Ouest. « C'est une première plateforme », a précisé M. Saci, y voyant une étape vers une intégration économique plus large du continent. Du reste, analyse l'expert, cette commission mixte confirme la volonté des deux pays de bâtir un partenariat stratégique fondé sur le pragmatisme, la complémentarité et une vision à long terme.

F. A.

Éditorial
l'EXPRESS

SYNERGIE

PAR MAHDI B.

Alger et Niamey ont convenu, au mois de février dernier, de relancer de plus belle la relation de fraternité et d'amitié entre les deux États. Dans le prolongement de cette embellie politique, ils ont également annoncé une coopération multiforme, portée principalement par le secteur de l'énergie. Alger et Niamey n'ont d'ailleurs pas caché leur volonté de donner un coup d'accélérateur à l'ambitieux projet de gazoduc reliant les champs gaziers du Nigeria à l'Algérie, via le Niger, le fameux TSGP. Les travaux devraient commencer côté nigérien dans les prochains jours, le groupe algérien Sonatrach étant chargé de leur réalisation. En effet, les deux pays entament cette semaine, à l'occasion de la tenue de la deuxième session de la Grande Commission mixte de coopération, co-présidée côté algérien par le Premier ministre Sifi Ghrieb et côté nigérien par M. Ali Lamine Zeine Mahaman, une phase importante de leur coopération. La tenue de cette deuxième session illustre parfaitement la volonté des deux pays d'aller très loin dans leurs relations, tant sur le plan politique et économique que diplomatique et sécuritaire. Le Premier ministre confirme cette volonté de l'Algérie et du Niger de consolider leur coopération dans des secteurs stratégiques pour les deux pays, mais également au bénéfice de l'ensemble de la région du Sahel. Selon des sources officielles, les travaux de cette session portent sur un ensemble de dossiers d'intérêt commun : économie, énergie, sécurité, transports, santé, finances et infrastructures. Ces volets sont non seulement essentiels pour la coopération bilatérale, mais aussi pour donner au Niger les moyens de développer son économie, d'améliorer ses capacités de production pétrolière et la demande en électricité, ainsi que de sécuriser ses frontières et de lutter contre le terrorisme. Les questions de défense et de sécurité sont vitales dans ce contexte, dans la mesure où les efforts de développement du Niger et la sécurisation du projet TSGP ne peuvent se faire sans une sécurité durable et la fin de la menace terroriste dans le Sahel. Cette deuxième session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne devrait poser les bases d'une nouvelle forme de coopération entre les deux pays, avec comme vecteur commun le secteur de l'énergie. Plus concrètement, sur la coopération énergétique, le président Abdelmadjid Tebboune avait annoncé en février dernier : « Nous avons convenu de lancer le projet de gazoduc transsaharien à travers le territoire de notre frère nigérien immédiatement après le Ramadan ». Il a précisé que « Sonatrach prendra la direction des opérations et commencera la pose du gazoduc, qui traversera le Niger ». D'autres projets dans les secteurs minier et énergétique lient également les deux pays, illustrant l'ampleur de cette coopération et ses implications sociales, économiques, infrastructurelles et sécuritaires dans cette partie du Sahel. Il faut rappeler que lors de sa visite à Alger en février dernier, le président nigérien et le président Tebboune avaient convenu de relancer les mécanismes de coopération bilatérale, de tenir la session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne à Niamey et d'organiser des consultations politiques et sectorielles régulières. La tenue de cette deuxième session devra, outre les accords qui seront scellés, confirmer la reprise de la coopération et des relations entre les deux pays voisins, avec pour objectifs : améliorer les conditions de vie des Nigériens par des projets structurants (santé, routes, électricité, formation universitaire, sécurité, énergie...), et bâtir une relation politique forte fondée sur des intérêts communs. Cette reprise d'une coopération sincère et multiforme, avec la concrétisation prochaine de projets stratégiques au service de l'intégration régionale et continentale, donnera une dimension particulière aux relations entre les deux États frères et amis. Les deux pays, liés par des relations fraternelles fondées sur la solidarité et le bon voisinage, œuvrent sous l'impulsion du président Abdelmadjid Tebboune et du président nigérien Abdourahmane Tiani à renforcer leur coopération et à concrétiser des projets stratégiques au service de leurs intérêts communs et de l'intégration régionale et continentale. Ces objectifs stratégiques vont de pair avec le développement intégré du continent africain, l'exploitation de ses richesses au profit de ses peuples et l'instauration d'un climat de paix, de sécurité et de prospérité partagée au Sahel.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Le monde sur le fil du rasoir

Alors que Donald Trump annonce le report de frappes contre les infrastructures énergétiques iraniennes pour cinq jours, Téhéran réaffirme qu'« il n'y a pas eu de négociations et il n'y en a pas », tout en transformant sa doctrine militaire du défensif vers l'offensif. Les marchés pétroliers plongent et la communauté internationale s'inquiète : personne ne sait aujourd'hui comment cette guerre pourrait se terminer, ni qui pourrait en sortir vainqueur.

PAR NASSIM TERKI

« **A**ucune négociation entre Téhéran et Washington. Les déclarations de Trump s'inscrivent dans le cadre de tentatives de réduction des prix de l'énergie et de gain de temps pour mettre en œuvre ses plans militaires », peut-on lire sur le site du ministère iranien des Affaires étrangères. Une source iranienne a formellement réfuté les déclarations du président américain Donald Trump concernant l'existence de négociations avec l'Iran pour mettre fin au conflit. Selon l'agence Fars, citant un responsable informé, « il n'existe aucun contact direct avec Trump, ni par médiation ». La source ajoute que « Trump a reculé après avoir appris que toutes nos cibles incluent les stations énergétiques en Asie occidentale ». Malgré ce démenti, le président américain a annoncé avoir donné des instructions pour reporter les frappes militaires visant les infrastructures énergétiques iraniennes, après ce qu'il qualifie de discussions positives et fructueuses entre les deux parties. Dans un message publié sur sa plateforme « Truth Social », Trump écrit : « Les États-Unis et l'Iran ont mené, au cours des deux derniers jours, des discussions très bonnes et extrêmement fructueuses en vue d'un règlement complet et global des hostilités entre eux au Moyen-Orient. » Il précise que ces discussions « se poursuivront tout au long de la semaine en cours » et que « sur la base de leur ton et de leur déroulement, j'ai ordonné au ministère de la Guerre de reporter toutes les frappes militaires contre les infrastructures énergétiques iraniennes pendant cinq jours, la décision restant conditionnée au succès des réunions et des discussions en cours ». Du côté iranien, un haut responsable sécuritaire a souligné à l'agence Tasnim que « Trump a renoncé à lancer une attaque contre les infrastructures vitales après que les menaces militaires iraniennes sont devenues crédibles », ajoutant que « l'augmentation de la pression sur les marchés financiers et la menace pesant sur les bons du Trésor



aux États-Unis et en Occident ont également été un facteur important dans ce recul ». Il a également rappelé que « depuis le début de la guerre jusqu'à aujourd'hui, des messages ont été transmis via certains intermédiaires à Téhéran, et la réponse claire a été que nous poursuivons la défense jusqu'à atteindre le niveau de dissuasion nécessaire », insistant sur le fait qu'« il n'y a pas eu de négociations et il n'y en a pas ». Enfin, il avertit que « par ce type de guerre psychologique, le détroit d'Ormuz ne reviendra pas à la situation d'avant-guerre et les marchés de l'énergie ne retrouveront pas leur stabilité », et conclut que « l'ultimatum de cinq jours lancé par Trump signifie la poursuite du programme d'agression de ce régime contre le peuple, et nous continuerons à répondre et à assurer une défense globale du pays ». Cette annonce américaine a eu un impact immédiat sur les marchés : les prix du pétrole ont reculé d'environ 10 % ce lundi. À 11h20 GMT (12h20 heure d'Algérie), les contrats à terme sur le brut « Brent » pour livraison en mai ont chuté de 10,26 %, à 100,68 dollars le baril, tandis que le « West Texas Intermediate » a perdu 10,57 %, à 87,85 dollars le baril, selon le site spécialisé Oilprice. Ce mouvement intervient après que Trump a ordon-

né le report des frappes pour une durée de cinq jours. Samedi, il avait averti que les États-Unis « effaceraient » les installations énergétiques iraniennes si le détroit d'Ormuz n'était pas entièrement ouvert dans un délai de 48 heures. Le climat de tension est tel que l'Iran a averti qu'elle riposterait contre les centrales électriques sionistes ainsi que celles alimentant les bases américaines dans le Golfe si les États-Unis s'en prenaient à son réseau électrique. Le Conseil de défense iranien a également précisé que toute attaque visant les îles iraniennes ferait l'objet d'une riposte décisive, incluant le déploiement de mines marines sur toutes les voies d'accès et lignes de communication dans le Golfe et le long de ses côtes. Il a ajouté que « le seul moyen pour les pays non impliqués dans le conflit de traverser le détroit d'Ormuz est la coordination directe avec Téhéran ». Après quatre semaines de conflit, mené par les États-Unis et l'entité sioniste, l'avenir de cette guerre s'assombrit. Les milieux américains s'interrogent désormais moins sur la capacité à vaincre militairement l'Iran que sur la possibilité même de « gagner » la guerre et sur les conséquences d'un succès ou d'un échec. L'absence de stratégie claire sur ce que les États-Unis considèrent comme une « vic-

toire », qu'il s'agisse de détruire le programme nucléaire, d'affaiblir les capacités militaires ou de changer le régime, alimente un débat interne profond, touchant l'élite politique et intellectuelle. Dans ce contexte, l'Iran reste un adversaire complexe, avec ses capacités militaires significatives et son réseau d'alliés régionaux. Les Houthis, liés à Téhéran, ont averti qu'ils n'agiraient pas passivement malgré le cessez-le-feu avec Washington, laissant craindre un conflit d'usure prolongé plutôt qu'une guerre rapide et décisive, contredisant les déclarations de Trump sur les objectifs et résultats de la campagne.

De la défense à l'attaque

La revue Foreign Policy avertit que Trump pourrait agir de manière imprévisible. Selon l'analyste Suzanne Nossel, « sa stratégie face à un échec serait particulièrement dangereuse dans un contexte de guerre. En cas d'enlèvement, il pourrait être tenté d'intensifier le conflit au lieu de le contenir, en élargissant les frappes ou en visant des infrastructures plus profondes en Iran ». À l'inverse, un succès militaire pourrait renforcer son recours à la force dans d'autres crises. Le journaliste Thomas Friedman souligne dans The New York

Times que la puissance militaire « ne peut éliminer des conflits profondément enracinés dans les sociétés », et que même des frappes sévères « ne mettent pas fin aux mouvements ou aux idées ; elles tendent plutôt à les reproduire sous de nouvelles formes ». Toute confrontation avec l'Iran pourrait ainsi ouvrir une nouvelle phase de conflit plutôt qu'une conclusion décisive. Le ministre omanais Badr al-Busaidi a jugé que les États-Unis avaient « perdu le contrôle » de leur politique étrangère et s'étaient engagés dans une guerre qui ne sert pas leurs intérêts. Il a souligné que l'escalade militaire a fermé les perspectives politiques et que « personne ne sortira vainqueur de ce conflit », appelant à y mettre fin plutôt qu'à l'étendre. Face à ces tensions, l'Iran a également annoncé ce dimanche un changement majeur dans sa stratégie militaire. Le général Ali Abdullah, chef du QG Khatam al-Anbiya, a déclaré que « la doctrine des forces armées est passée de la défense à l'attaque, et ses tactiques de guerre ont été adaptées en conséquence », précisant que « les ennemis coupables ont déjà pris conscience de certaines capacités de l'Iran sur le champ de bataille, et cette évolution se poursuivra. Nous créerons de nouvelles surprises sur le terrain et perturberons les calculs de l'ennemi avec des armes plus récentes et plus avancées ». Il a aussi réfuté indirectement les allégations selon lesquelles les installations de production d'armes iraniennes auraient été détruites : « Nos jeunes scientifiques continuent de produire du matériel et des armes sophistiqués qui perturberont complètement les calculs de l'ennemi ». Enfin, dans un contexte global déjà fragile, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a alerté : « Le climat mondial est en état d'urgence. La Terre est poussée au-delà de ses limites. Tous les indicateurs climatiques clés sont dans le rouge ». Le dernier rapport annuel de l'OMM souligne que la chaleur accumulée par la Terre a atteint un niveau record en 2025, avec des conséquences à prévoir pour des centaines, voire des milliers d'années. ■

TRANSPORT, TOURISME, AGRICULTURE...

Le Maroc subit de plein fouet les répercussions du conflit

Le Maroc ressent de plein fouet les répercussions de la guerre qui secoue le Moyen-Orient. Très dépendant des importations d'hydrocarbures, le royaume est confronté à une flambée des prix du carburant, avec des craintes grandissantes sur la hausse générale des prix, en particulier ceux des denrées alimentaires. Les premiers effets se font sentir dans les secteurs du transport aérien et du tourisme. L'agriculture n'est pas épargnée, avec le risque imminent de pénuries et la flambée des prix des engrais. Ce phénomène n'est pas inédit pour le royaume. En 2022, le Maroc avait déjà subi les contrecoups économiques de la guerre en Ukraine, elle-

même aggravée par une crise sanitaire sévère. L'inflation avait alors dépassé 10 %, amplifiée par la hausse des carburants et des produits alimentaires. Aujourd'hui, bien que géographiquement éloigné, le pays subit directement les premiers impacts du conflit déclenché le 28 février dernier par Israël et les États-Unis contre l'Iran. La fermeture du détroit d'Ormuz a provoqué une envolée des prix du pétrole et du gaz. Au Maroc, l'effet est immédiat : le 16 mars, le prix des carburants à la pompe a été majoré de 2 dirhams. Le litre de gasoil s'établit désormais à 12,80 dirhams (1,18 euro), et celui de l'essence à 13,93 dirhams (1,28 euro). Avant même le conflit au

Moyen-Orient, l'approvisionnement en carburants était fragile, perturbé par les inondations survenues début février. La direction de l'aviation civile avait d'ailleurs recommandé aux compagnies aériennes de faire le plein avant leur départ vers les aéroports marocains, afin de préserver les stocks locaux de kérosène. Au 5 février, le stock national de produits pétroliers s'élevait à 617 000 tonnes, soit environ 20 jours de consommation, alors que la demande annuelle avoisine les 12 millions de tonnes. La Fédération nationale des associations de consommateurs (FNAC) s'est insurgée contre cette hausse, rappelant que ses répercussions pèsent directement sur le budget des

ménages. Selon elle, la montée simultanée des prix de l'essence et du gasoil touche l'ensemble des biens et services, notamment le transport et les produits de première nécessité, accentuant la pression sur les consommateurs. L'organisation a même évoqué la possibilité d'une pratique concertée entre opérateurs. Le secteur touristique, pilier de l'économie marocaine, est également touché. La Royal Air Maroc (RAM) a annoncé l'annulation de tous ses vols vers Doha et Dubaï jusqu'au 31 mars. Parallèlement, la plateforme Destinia relève un net recul de la demande pour des destinations phares comme le Maroc, la Turquie, la Jordanie, les Émirats arabes unis, la Tunisie et

Chypre. En France, les réservations vers le Maroc ont chuté de 15,1 % entre le 1er et le 10 mars. Le tourisme contribue à hauteur de 7,3 % du PIB (116,2 milliards de dirhams, soit 10,72 milliards d'euros). En 2025, le royaume avait accueilli plus de 19 millions de visiteurs, un record historique. L'agriculture, représentant jusqu'à 14 % du PIB et 39 % de l'emploi, n'est pas épargnée. Le Maroc est un grand producteur et exportateur d'engrais phosphatés, mais son industrie dépend du soufre importé du Golfe. Face à la conjoncture actuelle, le royaume se retrouve dans une situation délicate, avec un risque réel de pénuries et d'instabilité sociale. ■

POUR AFFINER SES PRÉVISIONS MÉTÉOROLOGIQUES

L'ONM se dote d'un réseau de radars

« L'Office national de la météorologie (ONM) dispose d'environ 150 stations de surface. L'objectif est de porter ce réseau à près de 300 stations dans les prochaines années et d'installer un dispositif national de détection des orages ainsi qu'un réseau de radars météorologiques », a révélé hier Boualem Sayah, chargé de mission et expert en prévisions météorologiques à l'ONM.

PAR MERIEM K

Le 23 mars de chaque année, le monde célèbre la Journée météorologique mondiale, commémorant l'entrée en vigueur de la Convention ayant institué l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en 1950. Le thème retenu cette année est : « Observer aujourd'hui, protéger demain », soulignant ainsi « l'importance de l'observation météorologique dans l'amélioration des prévisions et le développement des systèmes d'alerte précoce », a indiqué Boualem Sayah lors de son passage sur la Chaîne 1. Il a ajouté que le secteur de la météorologie connaît une évolution remarquable grâce à l'extension constante de son réseau. Cette progression s'appuie sur la précision croissante des modèles numériques et sur les performances des satellites qui scrutent, depuis l'espace, la dynamique atmosphérique, les mouvements de l'air et des nuages. « Ces outils permettent de localiser les zones où se forment les orages et les cyclones, rendant ainsi les prévisions météorologiques beaucoup plus précises », a-t-il expliqué. L'invité de la Chaîne 1 a également souligné que « des millions de données sont échangées avec l'OMM, provenant d'environ 16 300 stations de surface, dont 9 000 centrales. Cha-



que pays s'engage à maintenir un nombre minimal de stations ; l'Algérie y participe avec 35 stations centrales. Par ailleurs, environ 1 000 stations lancent des ballons-sondes dans l'atmosphère pour l'observation météorologique », a ajouté M. Sayah. Dans le même contexte, il a précisé que la surveillance météorologique s'appuie sur environ 1 000 navires collectant des données dans

les océans et les mers, ainsi que sur des avions, près de 4 000 stations flottantes et des satellites de troisième génération ultra-modernes permettant de recueillir des milliers d'informations dans les zones reculées et maritimes. S'agissant de l'ONM, le responsable indique que l'Office dispose d'un vaste réseau d'observation comprenant environ 150 stations de surface,

cinq stations de lancement de ballons-sondes dans l'atmosphère, ainsi que des stations côtières surveillant la hauteur des vagues. L'objectif, ajoute-t-il, est de porter ce réseau à près de 300 stations dans les prochaines années. À cet égard, Boualem Sayah a révélé que l'ONM prévoit également l'installation d'un dispositif national de détection des orages ainsi que d'un

réseau de radars météorologiques. Il a par ailleurs fait savoir que l'ONM assure des prévisions spécifiques pour 39 aéroports, en fournissant en temps réel des informations météorologiques précises et continues. Il en est de même pour le secteur maritime, à travers la diffusion de bulletins météo marins destinés aux usagers de la mer et aux opérateurs économiques, avec des prévisions adaptées aux besoins spécifiques de chaque utilisateur. Le responsable a également indiqué que l'ONM collabore avec d'autres centres régionaux et internationaux, ainsi qu'avec certains pays africains, pour l'échange d'informations, notamment avec les centres de Dakar, Le Caire, Djeddah et Toulouse. Ces derniers collaborent à leur tour avec d'autres centres mondiaux situés aux États-Unis, à Moscou et au Japon. Concernant la formation de base, M. Sayah a précisé qu'elle est assurée au niveau de l'Institut de météorologie d'Oran. Celui-ci forme des ingénieurs issus de pays africains francophones, en plus d'une formation continue dispensée au sein même de l'Office, complétée par l'envoi de promotions à l'étranger sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale. Il a également affirmé que la carte de vigilance de l'ONM a été optimisée et couvre désormais des prévisions sur plus de 24 heures. ■

Accidents de la route

22 morts et près de 1 000 blessés durant l'Aïd

Un lourd bilan a marqué les trois jours de l'Aïd El Fitr en Algérie, avec 22 personnes décédées et 999 autres blessées dans des accidents de la circulation, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Dans le détail, le premier jour de l'Aïd a été le plus meurtrier avec 10 morts et 348 blessés. Le deuxième jour a enregistré 3 décès et 381 blessés, tandis que le troisième jour a fait état de 9 morts et 270 blessés.



Ces chiffres traduisent une intensification des risques routiers durant cette période festive,

caractérisée par une forte mobilité des citoyens à travers les différentes wilayas du pays. Par

ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 2 388 interventions durant les dernières 24 heures, soit une moyenne d'une intervention toutes les 36 secondes. Parmi celles-ci, 1 782 concernaient des évacuations sanitaires et 330 des opérations diverses, incluant notamment les accidents domestiques, les incendies et les dispositifs de sécurité. Les accidents de la route ont donné lieu à 196 interventions, causant à eux seuls

9 décès sur les lieux et 270 blessés durant la dernière journée du bilan. Les victimes ont été prises en charge sur place par les secours avant d'être transférées vers les structures sanitaires locales. L'accident le plus grave a été enregistré dans la wilaya de Saïda, où une collision entre un véhicule léger et un bus de transport de voyageurs sur la RN n°92, dans la commune de Youb, a causé la mort de deux personnes et fait deux blessés.

JUSTICE

Des sessions de formation au profit des magistrats

Le ministère de la Justice a annoncé, hier, l'organisation d'une série de sessions de formation au profit des magistrats, dans le cadre de la coopération avec des instances onusiennes et internationales. Le ministère a précisé que six magistrats participeront, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 26 mars, à Paris, aux travaux du deuxième atelier régional du programme « Transparency Now » (La transparence maintenant), relevant de l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). Cet atelier sera consacré à la présentation de l'expérience française en matière de gestion, de traçabilité, de saisie, de confiscation et de réutilisation sociale des avoirs criminels recouverts. Le programme prévoit également

l'organisation de visites de terrain auprès de l'Agence française de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC), ainsi qu'auprès de la plateforme d'identification des avoirs criminels. Cet événement réunira des représentants de plusieurs pays arabes, notamment l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine et la Tunisie. Dans le cadre de la coopération avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONU-DC) et l'Organisation internationale pour la réforme pénale, sept magistrats bénéficieront, à partir d'aujourd'hui à Alger, d'une session de formation sur le thème : « Le droit de la mer et les principes fondamentaux des opérations maritimes ». Le programme de formation comprend une présentation de la Convention

des Nations unies sur le droit de la mer, ainsi que du rôle et des responsabilités des instances chargées de l'application de la législation maritime. La formation, qui s'étalera jusqu'à jeudi, abordera également la compétence judiciaire dans les différents espaces maritimes, ainsi que les crimes commis en haute mer, tels que la piraterie, le trafic de drogue, l'immigration illégale et les actes illicites portant atteinte à la sécurité des navires. Par ailleurs, 100 femmes magistrats participeront à quatre ateliers de formation à l'hôtel Ferdi Lilly d'El Biar (Ben Aknoun), à Alger. Cet événement s'inscrit dans le cadre du projet du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), visant à soutenir la carrière professionnelle des femmes juges en Algérie. R.N.



D'UNE CAPACITÉ DE 51 PLACES

Une nouvelle cargaison de bus importés arrive au port de Jijel

Un nouveau chargement de bus TS11, d'une capacité de 51 places chacun, est arrivé dimanche, au port de Jijel. Ce chargement s'inscrit dans le cadre du programme d'importation de 10 000 autobus approuvé par le président Abdelmadjid Tebboune pour renforcer et moderniser le réseau de transports publics algérien.



FATIHA AMALOU.

Dans un communiqué, la société Tirsam a confirmé que ces autobus ont été importés sans marge bénéficiaire, ce qui permet de les proposer à des prix très compétitifs et raisonnables. Cette initiative vise à soutenir l'économie nationale et à contribuer à la mise en œuvre de la politique de développement et d'amélioration des services de transports publics. Les autobus TS11 se caractérisent par des spécifications de haute qualité répondant aux normes internationales de sécurité et de confort. Ils sont équipés de technologies

modernes conçues pour améliorer la performance et l'efficacité opérationnelle des transports publics, répondant ainsi aux exigences des transports urbains modernes. Ce nouveau chargement s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'État pour moderniser progressivement le parc de transports publics en introduisant des autobus modernes qui amélioreront le service, réduiront la pression sur les autres modes de transport et rehausseront la qualité des déplacements des citoyens. Le port de Djen Djen (Jijel) a récemment réceptionné plusieurs cargaisons de bus neufs, dont une opération majeure de 420 unités le 17 mars 2026, portant le total à plus de 1 000 bus livrés. Ces arrivées s'ins-

crivent dans un programme national d'importation de 10 000 autobus pour moderniser le transport public, sous la supervision du ministère de la Défense. Plusieurs livraisons ont eu lieu, notamment 276 unités le 19 février et 97 autres fin février. Les opérations sont menées par l'Établissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV) de la Direction des fabrications militaires, visant le renouvellement du parc national. Le port de Djen Djen démontre sa capacité à gérer simultanément de grands navires de transport de véhicules. Ces nouveaux bus sont destinés à renforcer le transport de voyageurs à travers différentes wilayas d'Algérie.

Programmes prévisionnels d'importations

Ouverture de la plateforme numérique d'inscription

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions aux opérateurs économiques activant dans le secteur de l'importation pour la revente en l'état, sur la plateforme numérique dédiée au dépôt des programmes prévisionnels, et ce, à compter du 22 mars jusqu'au 30 avril 2026. «Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations porte à la connaissance de l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le secteur de l'importation pour la revente en l'état (activité n° 4), de l'ouverture de la plateforme numérique dédiée au dépôt des programmes prévisionnels, et ce à compter du

22 mars jusqu'au 30 avril 2026», précise la même source. Les services du ministère ont, par ailleurs, invité l'ensemble des opérateurs économiques concernés à s'inscrire et à déposer leurs programmes prévisionnels via la plateforme, conformément aux procédures en vigueur. Le ministère a, en outre, indiqué que pour de plus amples informations, les opérateurs concernés peuvent consulter directement la plateforme numérique sur le lien suivant : <https://import.mcepe.gov.dz>. Une vidéo explicative est disponible sur la page officielle du ministère sur les réseaux sociaux, détaillant les étapes d'inscription et de dépôt des programmes prévisionnels, conclut le communiqué.

R.E.



Pnud Algérie

PRÉPARATION DE LA FUTURE STRATÉGIE NATIONALE DE «L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE»

Pour s'inspirer des meilleures pratiques européennes en matière d'Économie Sociale et Solidaire (ESS), le programme ESS, financé par l'UE, a organisé un voyage d'étude pour des représentants algériens au Portugal. Une semaine riche en apprentissages, en échanges et en rencontres pour la task-force chargée d'élaborer la future stratégie nationale de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en Algérie. Selon le Pnud Algérie, ce voyage d'étude a été l'occasion pour la task force de s'inspirer des meilleures pratiques portugaises en matière d'ESS, où la coopération entre institutions publiques et acteurs du terrain favorise un secteur au cœur de la cohésion sociale (santé, éducation, insertion) ; découvrir des initiatives concrètes et innovantes : Sustainable Food School Programme, CAC – Centre for Arts and Creativity, Oeste Respira, Surf Social Wave, Café Joyeux, et des projets d'économie circulaire et participer à des sessions thématiques avec des experts internationaux sur le financement, le benchmarking et la planification stratégique de l'ESS. Il a permis aussi de s'immerger dans le monde académique à la Nova SBE (School of Business and Economics). «Grâce à cette immersion et ces échanges, la task-force a pu identifier les défis et ambitions stratégiques pour l'ESS en Algérie ainsi que les actions prioritaires avec leurs conditions de mise en œuvre. Un pas essentiel vers une stratégie nationale ambitieuse, nourrie par le partage d'expériences, l'ouverture et l'innovation sociale», indique le Pnud Algérie..

F.A.

IANOR

UNE NOUVELLE NORME ISO 14092 POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

L'Institut algérien de normalisation (IANOR) annonce que l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a publié une toute nouvelle norme : l'ISO 14092:2026 -Adaptation au changement climatique — Exigences et recommandations relatives à la planification de l'adaptation pour les autorités locales et les communautés. «Cette norme arrive à point nommé. Elle offre aux élus locaux, aux services techniques des APC, aux directions de wilaya et à la société civile un langage commun et une boîte à outils pour construire ensemble des territoires plus résilients face aux effets du changement climatique (vagues de chaleur plus intenses, inondations, stress hydrique, érosion côtière...», indique l'IANOR. Dans un pays comme l'Algérie, où la préservation des ressources et l'aménagement du territoire sont des priorités nationales, cette norme peut être utilisée comme un cadre méthodologique clair pour aider nos décideurs locaux et les citoyens. «Vous êtes élu local, membre d'une association environnementale, citoyen engagé ou simple curieux ? Cette norme est faite pour vous. C'est une passerelle entre la volonté politique et l'action sur le terrain. La norme ISO 14092:2026 est disponible en langue anglaise et peut être acquise auprès du service vente de normes de l'IANOR (Institut Algérien de Normalisation)», ajoute l'IANOR.

F.A.

Régularisation du foncier agricole

Le ministère de l'intérieur accélère la cadence

Le ministère de l'intérieur, des collectivités locales et des transports, a affirmé, hier, dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook, que les autorités locales accélèrent la cadence pour la régularisation du foncier agricole au niveau de différentes wilayas du pays.



FATIHA A.

« Conformément aux directives des plus hautes autorités du pays visant à régulariser les fonciers agricoles, et en accord avec les instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, concernant l'accélération du traitement des dossiers, les autorités locales des différentes wilayas du pays poursuivent leurs efforts en organisant des réunions régulières des comités de wilayas compétents. Ces réunions ont pour objectif de suivre l'avancement du processus et d'évaluer l'état d'avancement des dossiers enregistrés », indique le ministère.

Dans ce contexte, les comités de wilayas s'emploient à examiner et à traiter les dossiers relatifs à l'utilisation des terres agricoles, en veillant à leur conformité avec les exigences légales et

réglementaires. Ils évaluent également la mise en œuvre des instructions données lors des réunions précédentes et accélèrent le traitement des dossiers en attente en renforçant la coordination entre les différents services concernés. Ces réunions ont permis de souligner la nécessité d'une application stricte de la législation en vigueur et d'audits sur place des dossiers, ce qui contribuera à encourager l'investissement agricole et à améliorer la productivité du secteur. Il a également été souligné de poursuivre les efforts sur le terrain et d'intensifier les opérations de suivi et de surveillance, afin d'établir une gouvernance efficace de cette ressource stratégique et de contribuer au soutien des investissements agricoles et à la réalisation d'un développement durable.

La gestion du foncier agricole par les collectivités locales (wilayas, communes) se concentre sur la régularisation, la modernisation et la valorisation des terres, avec un objectif de mise en valeur d'ici fin 2025. Les autorités locales, via le droit de concession, cherchent à attribuer les

terres aux investisseurs pour développer la production locale, notamment céréalière, dans les zones Nord et Sud. Le ministère de l'Agriculture, en lien avec les walis, mène des opérations pour régulariser les exploitations agricoles (transformation des actes de concession) et traiter les litiges. Les terres agricoles, notamment celles mises en valeur, sont proposées en concession (souvent 40 ans renouvelables) pour encourager l'investissement, avec une priorité aux cultures stratégiques (céréales, lait, oléagineux). Les walis sont chargés de récupérer les terres non exploitées ou détournées de leur vocation agricole, sur la base des rapports locaux. Les Présidents d'Assemblées Populaires Communales (P/APC) participent au recensement et au suivi de l'exploitation effective des terres. Une numérisation des données foncières est en cours au niveau des wilayas pour sécuriser les transactions. Les réformes actuelles visent à unifier les procédures pour réduire la bureaucratie et faciliter l'investissement dans le secteur agricole.

F.A.

4E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU FER ET DE L'ACIER

250 exposants au rendez-vous

La 4e édition du Salon international du fer, de l'acier et des produits miniers (Metal Steel & Mining Expo) se tiendra du 30 mars au 1er avril 2026 à Alger, selon un communiqué des organisateurs. Cet événement majeur réunit les acteurs clés de la sidérurgie et des mines pour promouvoir l'innovation, le « local content » et l'exportation, avec des exposants internationaux. Près de 250 exposants sont attendus, dont 150 exposants étrangers représentant des entreprises de plusieurs pays, notamment la Chine, l'Italie, la Turquie, l'Inde, le Niger, la Tunisie et la Libye. Plusieurs organisations professionnelles internationales du secteur, telles que la World Steel Association, seront également présentes. À cet égard, cette quatrième édition verra la participation d'entreprises comme le groupe

minier et industriel SONAREM, la Libyan Iron and Steel Company, la Libyan National Mining Corporation, ainsi que d'autres entreprises étrangères « souhaitant réaliser des projets d'investissement en Algérie », précise le communiqué.

Le programme du salon comprend une série de séminaires et de conférences abordant divers sujets techniques, en particulier la décarbonation des industries métallurgiques et les moyens de développer l'activité minière conformément aux normes internationales. Les organisateurs ont expliqué que cet événement s'inscrit dans le cadre du dynamisme économique que connaît l'Algérie, notamment suite à la mise en service de la mine de minerai de fer de Gara Djebilet. Ils ont souligné que l'événement offre une opportunité privilégiée d'échange de savoir-faire et de conclusion d'accords entre les entreprises participantes.

Le communiqué indique que l'objectif de ce salon est de contribuer au renforcement des capacités du secteur minier national, conformément aux efforts du gouvernement pour développer les exportations hors du secteur des hydrocarbures.

Le salon soutient la politique algérienne d'augmentation des capacités de production (Gara Djebilet, complexes de Bellara/Oran) et la transition vers des procédés à faible émission de carbone (acier plat, unités prévues pour 2026). Des rencontres B2B, conférences techniques par des experts, et promotion de l'investissement dans la chaîne de valeur industrielle sont également programmées.

Ce salon est une plateforme stratégique pour les décideurs, visant à forger des partenariats durables.

R.E.

Elle valorise ses forêts

L'Algérie mise sur un levier économique durable

Longtemps perçue sous le seul prisme environnemental, la forêt s'impose aujourd'hui comme un véritable moteur de développement. En Algérie, cette évolution se confirme à travers une stratégie qui dépasse la simple protection du couvert végétal pour intégrer pleinement sa dimension économique. À l'occasion de la Journée internationale des forêts, célébrée chaque 21 mars, cette orientation apparaît clairement. Si la préservation des écosystèmes reste une priorité, les pouvoirs publics s'attachent désormais à faire des espaces forestiers des territoires productifs, capables de générer de la richesse tout en respectant les équilibres naturels. Cet engagement s'inscrit dans la continuité d'initiatives anciennes, à l'image du Barrage vert lancé dans les années 70 pour freiner la désertification. Aujourd'hui, l'approche évolue. Les vastes campagnes de reboisement, avec des millions d'arbres plantés à travers le pays, privilégient des espèces à forte valeur économique comme l'olivier, le caroubier ou l'arganier, ouvrant la voie à des filières productives locales. La forêt devient ainsi un espace d'investissement. L'encouragement à la culture de plantes médicinales et aromatiques illustre cette mutation vers une exploitation raisonnée des ressources naturelles. Ces activités offrent de nouvelles opportunités aux populations rurales, contribuant à la création de revenus et à la dynamisation des territoires. Dans cette logique, la lutte contre les incendies et la préservation des massifs forestiers ne revêtent plus uniquement de la protection environnementale, mais aussi de la sécurisation d'un capital économique. La modernisation des moyens, avec le recours aux drones et aux images satellitaires, permet une gestion plus efficace et une réduction significative des superficies ravagées par les feux. Cette vision intégrée repose également sur l'implication des acteurs locaux. En favorisant l'ancrage des populations dans les zones rurales, l'État cherche à limiter l'exode et à instaurer une gestion durable des ressources, où l'homme devient un acteur de la préservation autant que du développement. La création récente de la Commission nationale de protection des forêts s'inscrit dans cette dynamique, en renforçant la coordination des actions et en consolidant les dispositifs de prévention. Parallèlement, la réhabilitation des zones incendiées et la valorisation d'espèces emblématiques participent à la reconstruction d'un patrimoine à la fois écologique et économique. Pour les experts, cette transition est essentielle. Les forêts ne sont plus seulement des espaces naturels à protéger, mais des infrastructures stratégiques capables de soutenir la croissance, d'assurer la résilience des territoires et de renforcer la sécurité alimentaire. À travers cette approche, l'Algérie affirme une nouvelle ambition: faire de la forêt un pilier du développement durable. Un choix qui conjugue préservation des ressources, création de richesse et équilibre territorial, dans une perspective de long terme.

R.E.

ENTREPRENEURIAT ET GESTION DE MICRO-ENTREPRISES

Formation de 195 jeunes à Tlemcen

À Tlemcen, près de 200 jeunes ont bénéficié de formations en entrepreneuriat depuis début 2026 grâce aux dispositifs de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, renforçant leurs compétences en création et gestion de micro-entreprises et favorisant leur insertion professionnelle ainsi que leur contribution au développement de l'économie locale.



L'antenne de Tlemcen relevant de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat a, depuis le début de l'année 2026, renforcé ses programmes de formation au profit des étudiants universitaires et des diplômés de la formation professionnelle. Au total, 195 jeunes ont été formés à l'entrepreneuriat et à la gestion de micro-entreprises, dont 66 universitaires et 129 issus de la formation professionnelle. Les formations ont été dispensées par des enseignants universitaires et des experts de l'Agence, dans les centres de développement de l'entrepreneuriat implantés au sein

des universités ainsi que dans quatre établissements de formation professionnelle de la wilaya. S'étalant sur trois semaines, ces sessions ont allié cours théoriques et ateliers pratiques. Elles ont permis aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour concevoir un projet, le concrétiser, gérer une micro-entreprise et en assurer la commercialisation. Elles ont également mis en lumière les différents mécanismes d'accompagnement ainsi que les aides financières et techniques proposés par l'ANADE pour soutenir la création et la pérennité des activités. En parallèle, l'antenne mène des actions de sensibilisation aux outils numériques et aux plateformes de

l'Agence, facilitant l'accès à des opportunités de partenariat et de sous-traitance avec de grandes entreprises, et contribuant ainsi à l'intégration des micro-entreprises dans l'économie nationale. À noter qu'à ce jour, plus de 12.000 micro-entreprises ont été créées à Tlemcen grâce aux dispositifs de l'Agence, illustrant l'impact positif de ces initiatives sur la promotion de l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle des jeunes. Ces efforts s'inscrivent dans une démarche nationale visant à encourager l'esprit d'entreprise, dynamiser l'économie locale et accompagner les jeunes dans la réussite de leurs projets.

DJELFA

Mise en service de deux infrastructures de jeunesse

La wilaya a récemment renforcé ses infrastructures dédiées à la jeunesse avec la réouverture de deux structures ayant bénéficié de travaux de réhabilitation et de modernisation. Cette démarche s'inscrit dans une politique visant à valoriser les espaces destinés aux jeunes et à encourager les activités de proximité. Selon l'APS, il s'agit de l'auberge de jeunes « Naama Ali » et de la maison de jeunes « Daoud Mohamed », situées au complexe sportif du 1er Novembre 1954. Leur remise en service a coïncidé avec la célébration du 64e anniversaire de la Fête de la victoire (19 mars), en présence des autorités locales. Ces infrastructures ont été entièrement rénovées dans le cadre du programme complémentaire de développement. Les travaux ont concerné aussi bien les espaces intérieurs qu'extérieurs, avec un renforcement des équipements modernes afin d'améliorer les conditions d'accueil et d'encadrement des jeunes. Le wali de Djelfa, Djahid Mous, a souligné l'importance d'une gestion optimale de ces structures, appelant à dynamiser leurs activités à travers une meilleure coordination avec les secteurs de la culture, du tourisme et de l'environnement. Il a également encouragé le développement de partenariats avec les associations locales et les clubs écologiques. L'inauguration de l'auberge « Naama Ali » a été marquée par l'organisation d'une exposition mettant en avant les talents des jeunes, notamment dans le domaine du dessin. Les autorités ont aussi découvert des projets innovants réalisés par des jeunes dans le domaine de la robotique, témoignant du potentiel créatif de la jeunesse locale.

BATNA

430 millions DA pour accélérer le raccordement au gaz naturel

La wilaya de Batna a mobilisé une enveloppe de 430 millions de dinars pour l'année 2026 afin de renforcer le raccordement des communes au réseau de gaz naturel, selon des informations rapportées par l'APS citant le wali Riadh Benahmed. Ce programme, financé conjointement par le budget de la wilaya et le programme sectoriel centralisé, prévoit la réalisation de 18 projets à travers plusieurs communes. Il devrait permettre le raccordement de plus de 1.400 foyers au réseau de gaz naturel. En marge d'une visite dans la commune de Taxlent, à l'occasion des célébrations du 64e anniversaire de la Fête de la victoire (19 mars), le wali a indiqué que les démarches administratives sont quasiment achevées, annonçant le lancement imminent des travaux. Par ailleurs, plusieurs projets engagés dans le cadre de programmes antérieurs sont toujours en cours de réalisation. Leur réception est prévue dans les mois à venir et permettra de raccorder près de 824 foyers supplémentaires. Le wali a souligné l'importance de ces opérations pour améliorer les conditions de vie des citoyens, tout en renforçant les infrastructures énergétiques de la wilaya. Il a également mis en avant le rôle du gaz naturel dans la modernisation des services publics et dans l'attractivité économique des communes, en facilitant l'implantation de nouvelles activités.

FORÊTS DE HAMMAM ESSALIHINE ET D'AÏN MIMOUN

Destination privilégiée des familles durant l'Aïd el-Fitr

Les massifs forestiers de Hammam Essalihine, d'Aïn Mimoun et de Bouhmama constituent la destination de prédilection des familles de la wilaya de Khenchela durant les jours de l'Aïd el-Fitr. Ces espaces offrent un cadre idéal pour la détente, les loisirs et le ressourcement au cœur de la nature, loin du tumulte urbain. Situées dans les communes d'El Hamma, de Tamza et de Bouhmama, ces espaces forestiers connaissent une forte affluence de familles qui s'y rassemblent pour permettre aux enfants de jouer et de déguster les gâteaux traditionnelles de l'Aïd, et même y déjeuner lorsque le temps s'y prête, dans une ambiance empreinte de joie et de convivialité. Mouaad, un citoyen de la ville de Khenchela,

habitué à se rendre à la forêt de Hammam Essalihine avec sa famille de cinq personnes, a confié que cette escapade forestière permet de passer une journée agréable au cœur d'une nature dense, de rompre la routine quotidienne et d'offrir aux enfants un espace propice aux jeux en plein air. Pour sa part, Amina, une citoyenne originaire de Biskra, préfère, chaque Aïd El-Fitr, se rendre avec son époux et ses deux enfants dans la forêt de Chelia afin de profiter d'un moment de détente et de promenade au milieu des cèdres de l'Atlas qui couvrent la région. Quant à Ahmed, originaire de la ville de Kaïs, il saisit l'opportunité des vacances de l'Aïd pour emmener sa famille à la forêt d'Aïn Mimoun (Tamza). Il dit profiter de ce couvert forestier doté d'une biodiversité riche, en tant

que professionnel dans ce domaine, pour transmettre des connaissances simplifiées sur l'environnement à ses enfants. Par ailleurs, une présence des agents de la Conservation des forêts a été enregistrée sur les lieux. Ces derniers orientent les visiteurs et les sensibilisent à faire preuve de responsabilité, de préserver la propreté des sites et de respecter l'interdiction d'allumer des feux en dehors des zones aménagées afin d'éviter tout risque d'incendie. De leur côté, les services de sécurité ont mobilisé leurs éléments pour assurer la sécurité des visiteurs et fluidifier la circulation routière sur les axes menant à ces forêts, qui connaissent un trafic dense en cette occasion festive.

Réseaux sociaux

Plus de la moitié des publications contiennent des informations inexactes

Une analyse mondiale menée par des chercheurs de l'Université d'East Anglia (Royaume-Uni), révèle que plus de la moitié des contenus sur les réseaux sociaux traitant de la santé mentale et de la neurodivergence contiennent des informations fausses ou trompeuses. Sur TikTok, par exemple, 52 % des vidéos portant sur le TDAH et 41 % de celles sur l'autisme présentent des données inexactes. YouTube affiche une moyenne de 22 % de fausses informations, contre moins de 15 % sur Facebook.



Une nouvelle étude révèle que plus de 50 % des contenus en ligne portant sur la santé mentale et la neurodivergence diffusés sur les réseaux sociaux comportent des informations fausses ou non étayées, avec TikTok particulièrement concerné. Les chercheurs ont analysé 5 000 publications traitant de l'autisme, du TDAH, de la schizophrénie, du trouble bipolaire, de la dépression, des troubles alimentaires, du TOC, de l'anxiété et des phobies. Jusqu'à 56 % de ces contenus se sont révélés incorrects ou trompeurs. Les sujets liés à la neurodivergence, tels que l'autisme et le TDAH, présentaient les taux de désinformation les plus élevés. « Notre étude montre que des vidéos accrocheuses peuvent se diffuser très largement, même lorsque les informations sont inexactes », explique Eleanor Chatburn, coautrice de l'étude à l'université d'East Anglia. Les chercheurs ont compilé les résultats de 27 études sur différentes plateformes, notamment YouTube, TikTok, Facebook, Insta-

gram et X, constatant que la désinformation variait selon les réseaux et les thèmes. TikTok présentait par exemple 52 % de contenus incorrects sur le TDAH et 41 % sur l'autisme, contre une moyenne de 22 % pour YouTube et moins de 15 % pour Facebook. Cette désinformation est pré-occupante alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'un adolescent sur sept souffre d'un trouble mental, représentant 15 % de la charge mondiale de morbidité pour les 10-19 ans. Les troubles les plus fréquents sont l'anxiété, la dépression et les troubles du comportement, tandis que la moitié des maladies mentales apparaissent avant l'âge de 18 ans. Le suicide demeure la troisième cause de décès chez les 15-29 ans, soulignant l'urgence de mesures de prévention et de soins adaptés. Les contenus trompeurs peuvent faire croire aux jeunes qu'ils sont atteints de troubles mentaux ou neurodéveloppementaux, alors qu'une évaluation clinique avec un professionnel reste indispensable. Les chercheurs alertent également

sur les risques de stigmatisation et sur le retard potentiel dans l'accès aux soins lorsque des traitements non fondés sur des preuves circulent. Les experts alertent également sur les conséquences de cette désinformation : retards dans l'accès aux soins, stigmatisation des troubles graves et risques liés à des traitements non fondés sur des preuves.

En réponse, TikTok a contesté les conclusions, affirmant que la plateforme supprime les fausses informations en matière de santé et propose des contenus fiables provenant de l'OMS. De son côté, YouTube a également indiqué travailler avec des professionnels agréés pour prioriser des sources fiables et protéger les adolescents contre les informations médicales trompeuses. Ces constats rappellent l'importance d'accompagner les jeunes dans leur compréhension de la santé mentale, tout en développant l'accès à des informations fiables et à des services de soutien adaptés.

A.B

PESTICIDES, MÉDICAMENTS ET POLLUANTS INDUSTRIELS

L'océan largement contaminé

Les océans sont largement pollués par les produits chimiques. Une étude scientifique publiée le 16 mars dans la revue Nature Geoscience le confirme. Ses auteurs ont analysé 2 315 échantillons d'eau de mer, en provenance de récifs coralliens, de zones côtières et hauturières situées dans les océans Pacifique, Indien et Atlantique Nord. 248 produits chimiques différents — pesticides, résidus de produits pharmaceutiques, polluants industriels, etc. — ont été identifiés dans ces échantillons. En moyenne, ces composés chimiques comptent pour environ 2 % de la matière organique dissoute de ces échantillons. Les littoraux sont particulièrement pollués : la matière organique dissoute des échantillons prélevés près des côtes peut contenir jusqu'à 20 % de ces composés, contre environ 1 % pour les échantillons obtenus en pleine mer. Même si ces polluants sont présents en moins grande quantité au large, le fait qu'ils puissent être détectés en des lieux si éloignés des activités humaines suggère que ces composants sont très persistants dans l'environnement, soulignent les auteurs. Notre compréhension des conséquences de cette contamination est pour le moment lacunaire. Les résultats dont dispose déjà la communauté scientifique n'en sont pas moins inquiétants. Chaque année, l'océan absorbe environ 710 tonnes de pesticides agricoles, d'après une étude publiée dans la revue Nature en 2023. On en retrouve jusque dans la chair des baleines, et jusqu'à 2 500 mètres au fond de l'océan Arctique. Il a déjà été montré que ce cocktail toxique nuit à la reproduction, au développement et à la santé des huîtres, des anémones, des poissons, ainsi que de certaines espèces d'étoiles de mer, selon les scientifiques.

Stress et eczéma

Des chercheurs identifient le lien biologique

Le stress peut aggraver les symptômes de l'eczéma, mais les mécanismes précis restaient jusqu'ici mystérieux. Une équipe de neurobiologistes de l'Université Fudan a récemment mis en évidence les cellules nerveuses qui transforment le stress en inflammation cutanée, selon une publication dans Science, selon un article paru dans Courrier International.

Une situation stressante se traduit, pour les 200 millions de personnes à travers le monde sujettes à la dermatite atopique, par un effet sur la peau qui se fait vite sentir. Si les chercheurs ont fini par tordre le cou à l'idée reçue que le stress était la cause de cette forme d'eczéma chronique, il peut toutefois en majorer les manifestations.

“Comment un stress psychologique peut-il, biologiquement, exacerber une inflammation de la peau ?” s'interroge The Scientist. Plus précisément, par quel mécanisme des émotions fortes peuvent-elles avoir un effet biologique, c'est-à-dire activer les éosinophiles, ces cellules immunitaires responsables de l'inflammation ?

La réponse vient d'être apportée par des neurobiologistes de l'université Fudan, à Shanghai, et fait l'objet d'une publication dans Science. Ils ont identifié un groupe de neurones dont l'activation par le stress double la quantité d'éosinophiles dans la peau d'un modèle souris, tandis que leur blocage empêche le stress d'aggraver les symptômes de la dermatite atopique. C'est en étudiant des souris “exposées à une substance chimique

inflammatoire pour mimer une dermatite atopique” et soumises à une situation de stress intense (elles ont été placées de manière répétée sur une plateforme en hauteur dépourvue de rambarde) que Jiahe Tian et ses collègues y sont parvenus, détaille Le Temps.

Ils ont alors identifié un groupe de “cellules [qui] reçoivent des signaux du système nerveux central impliqués dans les réponses au stress, et [qui] produisent des protéines inflammatoires qui attirent les éosinophiles vers la peau”, indique Nature. “On savait de longue date que le stress pouvait occasionner des poussées de dermatose atopique, mais cette étude est la première à mettre en évidence le circuit neuro-immunitaire impliqué dans ce phénomène”, souligne Lilian Basso

auprès du quotidien de référence suisse. Selon ce chercheur à l'Institut toulousain des maladies infectieuses et inflammatoires, et coauteur d'un article de mise en perspective accompagnant l'étude de Science, il est maintenant démontré que, pour éviter l'aggravation de l'eczéma, “la prise en compte de l'aspect émotionnel est cruciale”.

Pour Shenbin Liu, qui a supervisé le travail de recherche, “ces résultats ouvrent la voie à l'élaboration de traitements très ciblés, fondés sur le blocage des nerfs sensibles au stress ou des molécules inflammatoires qu'ils produisent”, rapporte Nature. Mais avant, il faudra transposer ces résultats chez l'humain, comme le fait remarquer le dermatologue Wolfgang Weninger, de l'université de Vienne, à la revue britannique.

SELON L'AIEA LE RWANDA PROGRESSE VERS L'INTÉGRATION DU NUCLÉAIRE DANS SON MIX ÉNERGÉTIQUE

Le Rwanda progresse dans l'intégration de l'énergie nucléaire à son mix énergétique, a indiqué jeudi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), évoquant le développement des infrastructures nécessaires à un programme nucléaire sûr, sécurisé et durable. Cette évaluation a été publiée à la suite d'un examen récent des progrès du pays mené par une équipe de l'agence, à la demande du gouvernement. Selon des responsables, le Rwanda prévoit de fournir à long terme entre 60 % et 70 % de son électricité à partir de l'énergie nucléaire. Le pays espère mettre en service son premier réacteur modulaire de petite taille au début des années 2030. Dans son rapport, l'AIEA a souligné les avancées réalisées, notamment l'élaboration d'une nouvelle loi nucléaire globale, le lancement de travaux visant à renforcer le cadre réglementaire du programme nucléaire, la conduite d'études de sites et l'identification d'emplacements potentiels pour le projet de réacteur modulaire. Mehmet Ceyhan, responsable technique de la section du développement des infrastructures nucléaires de l'AIEA et chef de mission, a indiqué que le niveau de préparation et l'implication de toutes les organisations et équipes participantes témoignaient d'un engagement fort envers ce programme.

CHINE LANCEMENT DE NOUVEAUX SATELLITES DEPUIS LA MER

La Chine a lancé depuis la mer un nouveau groupe de satellites, ont rapporté lundi les médias d'État. Une fusée Smart Dragon-3 a été propulsée dans l'espace dimanche soir depuis la province orientale du Shandong, emportant le groupe de satellites CentiSpace 02 sur son orbite prévue. Le lancement a été réalisé par le Centre de lancement de satellites de Taiyuan depuis la mer, près de la ville de Haiyang.

État du Sud-Ouest

La Somalie déclare expirée la légitimité du gouvernement

Les administrations locales de l'État continueront leurs fonctions jusqu'à l'élection de nouveaux conseils, selon le ministère fédéral de l'Intérieur. Le gouvernement ne reconnaîtra plus aucune nomination ni révocation effectuée par l'administration actuelle.



Le gouvernement central somalien a déclaré tard dimanche que le mandat du président et de l'administration de l'État du Sud-Ouest avait officiellement expiré, alors que les tensions entre les deux parties continuent de s'intensifier. Le ministère de l'Intérieur a indiqué dans un communiqué que le gouvernement ne reconnaîtra plus aucune nomination ni révocation effectuée par l'administration actuelle. Il a précisé que les administrations locales de l'État du Sud-Ouest continueront d'assurer leurs fonctions jusqu'à l'élection de nouveaux conseils, et que le gouvernement est en consultation avec les anciens traditionnels afin de prévenir toute insta-

bilité. « Le ministère de l'Intérieur, des Affaires fédérales et de la Réconciliation du gouvernement fédéral de Somalie, conjointement avec les anciens traditionnels de l'État du Sud-Ouest, est spécifiquement chargé de gérer ce processus », indique le communiqué. Le blocage politique entre le gouvernement central de Mogadiscio et la capitale provisoire de Baidoa, dans l'État du Sud-Ouest, s'est aggravé depuis que les deux chambres du parlement fédéral ont voté la refonte de la constitution nationale, mettant fin à des décennies de gouvernance transitoire plus tôt ce mois-ci. L'État du Sud-Ouest a rejeté les amendements nouvellement approuvés à la constitution provi-

soire somalienne, les qualifiant de frauduleux et de vecteurs de corruption. Les responsables fédéraux de Mogadiscio font valoir que le président de l'État, Abdiiaziz Hassan Mohamed Laf-tagareen, a dépassé son mandat légal et gouverne sans légitimité. L'État a par ailleurs suspendu jeudi tous les vols commerciaux et privés à destination et en provenance de ses aéroports, invoquant des raisons sécuritaires. Les autorités ont précisé que seuls les vols des Nations Unies et de l'Union africaine seront autorisés, limités aux missions humanitaires, médicales et officielles, et interdits de transporter des personnalités politiques sans autorisation préalable.

PRIVÉ DE CARTE BANCAIRE ET D'ACHAT EN LIGNE UN JUGE DE LA CPI SANCTIONNÉ PAR LES ÉTATS-UNIS

Un juge français qui a présidé une chambre de la Cour pénale internationale (CPI) ayant délivré en 2024 un mandat d'arrêt contre le Premier ministre sioniste a déclaré rencontrer des difficultés pour effectuer des transactions quotidiennes de base après avoir été placé sur une liste de sanctions américaines, soulignant que la quasi-totalité des systèmes de paiement en France étaient sous contrôle américain et qu'il en avait été coupé. Nicolas Gouyou a indiqué qu'il ne pouvait plus utiliser sa carte bancaire, commander sur Amazon, réserver via Airbnb ni effectuer de transactions sur Expedia et Booking.com. « Nous revenons 30 ans en arrière », a-t-il déclaré à France TV. « C'est comme une machine à remonter le temps qui nous ramène à un monde pré-numérique. » La chaîne de télévision a indiqué que le président français avait adressé sept lettres demandant la levée des sanctions, sans que les autorités améri-

caines n'y aient encore répondu favorablement. Gouyou a déclaré qu'il pensait rester sur la liste des sanctions pendant toute la durée du second mandat du président américain Donald Trump.

Le juge a mis en garde contre des conséquences plus larges pour les institutions démocratiques.

« Si les procureurs ont peur de poursuivre, si les avocats ont peur de défendre, si les juges ont peur de juger, si les parlementaires ont peur de voter des lois et si les ministres ont peur de les appliquer, il n'y a plus de démocratie », a-t-il déclaré, notant que ces personnes agiraient « exclusivement par peur » des représailles. Le 21 novembre 2024, la CPI a délivré des mandats d'arrêt contre le premier ministre sioniste et l'ancien ministre de la Défense pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis dans la bande de Gaza.

APRÈS LA COLLISION D'UN AVION AVEC UN CAMION DE POMPIERS FERMETURE DE L'AÉROPORT LAGUARDIA DE NEW YORK

L'aéroport LaGuardia de New York a été fermé tard dimanche après qu'un avion est entré en collision avec un camion de pompiers, faisant des morts et des blessés, selon des informations relayées par les médias. L'Administration fédérale de l'aviation (FAA) a ordonné une suspension de tous les départs à destination de LaGuardia en raison de cet incident aérien, la fermeture de l'aéroport étant prévue jusqu'à 18h00 GMT. La probabilité d'une prolongation de cette fermeture a été jugée élevée. Aucun autre détail sur le nombre exact de victimes n'était immédiatement disponible.

En raison d'une attaque de drones ukrainiens Plus de 100 vols retardés ou annulés à Saint-Pétersbourg

Plus de 100 vols ont été annulés ou retardés à l'aéroport Pulkovo de Saint-Pétersbourg, en Russie, au cours des dernières 24 heures à la suite d'une attaque de drones ukrainiens, a indiqué lundi l'aéroport. « L'aéroport Pulkovo fonctionne sous restrictions de l'espace aérien depuis environ huit heures. 39 vols ont été détournés vers d'autres aéroports et 34 vols ont été retardés de plus de deux heures », a précisé le service de presse de l'aéroport dans un communiqué publié sur Telegram. L'aéroport a également indiqué que 30 vols au départ ont été annulés et a conseillé aux passagers des vols annulés de ne pas rester dans le terminal. Par ailleurs, le gouverneur de la région de Leningrad, qui entoure Saint-Pétersbourg, a indiqué que plus de 60 drones ukrainiens ont été abattus en approche de la ville. Selon lui, l'attaque a touché des lignes électriques et un dépôt pétrolier. Le ministère russe de la Défense a précisé que plus de 250 drones ont été abattus à travers le pays au cours de la nuit. L'Ukraine n'a pas encore commenté ces déclarations.

Angleterre

Aït Nouri remporte le sacre sur le banc

Rayan Aït Nouri a remporté aujourd'hui le premier trophée de sa carrière mais sans entrer en jeu en finale de la League Cup. En excellente forme depuis quelques semaines après la CAN avec les Verts, Rayan Aït Nouri n'a pas joué la moindre minute aujourd'hui lors de la finale de la EFL Cup face à Arsenal. Passeur contre Swansea et auteur de deux très belles prestations face à Newcastle en demi-finale, le latéral Algérien a vu une nouvelle fois Pep Guardiola lui préférer Nico O'Reilly. Comme face à Newcastle, l'international Anglais s'est de nouveau offert un doublé en marquant par deux fois de la tête, de quoi donner raison à son entraîneur. Fidèle à sa politique, l'entraîneur Catalan qui avait déjà «privé» l'Algérien du barrage aller de Champions League face au Real Madrid, a donc fait le choix de n'effectuer qu'un seul changement durant la finale du jour, Fodden qui n'est entré qu'à la... 90e !



Qualifiée au dernier carré de la Coupe de la CAF

L'USMA, une ambition africaine toujours intacte

Sacrée en 2023 et désormais solidement installée parmi les places fortes du football continental, l'USM Alger continue d'écrire son histoire africaine avec constance et détermination.

Le club algérois s'est, une nouvelle fois, hissé dans le dernier carré de la Coupe de la Confédération africaine (CAF CC), confirmant que son sacre continental n'était ni un accident ni un simple exploit ponctuel, mais bien le fruit d'un projet structuré et d'une culture de la gagne désormais ancrée. Détentrice du trophée en 2023, l'USMA aborde cette nouvelle demi-finale avec un statut assumé : celui d'un candidat crédible à un nouveau titre africain. Une ambition renforcée aussi par la Supercoupe d'Afrique remportée face au géant égyptien Al Ahly, symbole éclatant de la capacité des Rouge et Noir à rivaliser avec les plus grands noms du continent. En quarts de finale, l'USMA a dû puiser dans ses ressources mentales et tactiques pour venir à bout des Congolais de AS Maniema. B a t t u s



(2-1) lors du match aller disputé à Lubumbashi, les Algérois ont su faire parler leur expérience continentale lors du match retour à Alger. Portée par un public fidèle et bruyant, l'USMA a livré une prestation maîtri-

sée, faite de patience et de discipline. Le salut est venu du pied de l'attaquant Brahim Banzaza, auteur de l'unique but de la rencontre à la 28e minute, profitant d'un ballon mal repoussé par le portier adverse pour conclure à bout portant. Un but précieux, synonyme de qualification et révélateur de cette capacité du club à se montrer décisif dans les moments clés.

Un duel nord-africain face à l'Olympique Safi

Au-delà du simple résultat, cette qualification illustre la maturité acquise par l'USMA sur la scène africaine. Le groupe, désormais habitué aux confrontations à haute intensité, affiche une solidité collective remarquable, aussi bien dans l'organisation défensive que dans la gestion des temps forts et faibles. Le coach Lamine N'Diaye, fort de son vécu continental récent, a su préparer cette double confrontation avec lucidité, en misant sur l'équilibre, la rigueur et l'efficacité. Autant de paramètres qui font aujourd'hui de l'USMA une équipe redoutée, capable de s'adapter aux différents styles de jeu africains. En demi-finale, l'USMA retrouvera une formation marocaine, l'Olympique Safi, pour une confrontation qui s'annonce aussi disputée que chargée d'enjeux. Un duel nord-africain toujours particulier, où l'aspect tactique et psychologique pèsera lourd. Cette affiche ravive également le souvenir de la fameuse demi-finale face au RS Berkane, disputée deux ans plus tôt et restée gravée dans la mémoire des supporters algérois. Un précédent qui renforce la vigilance mais aussi la détermination des Rouge et Noir à franchir un nouveau palier. Cette édition de la Coupe de la CAF sourit au football algérien, avec la présence de deux clubs en demi-finales. Le CR Belouizdad a, de son côté, validé son billet pour le dernier carré après un nul vierge à domicile face à Al Masry, profitant du but inscrit à l'extérieur lors du match aller. Les Rouge et Blanc seront opposés au Zamalek SC, autre monument du football africain, dans une affiche prometteuse. Une configuration qui confirme la bonne santé du football algérien sur la scène continentale et nourrit l'espoir d'une finale aux couleurs nationales.

H.M.

Italie

Ghedjimis inscrit son 12e but

L'attaquant international algérien, Farès Ghedjimis, a inscrit son 12e but de la saison avec son club de Frosinone, à l'occasion de la victoire décrochée en déplacement face à Sudtirol (3-1), dimanche, pour le compte de la 23e journée du championnat de Serie B italienne de football.

Entré en jeu à la 69e minute, le nouvel attaquant de l'équipe nationale a réussi à sceller la victoire de son équipe en inscrivant le troisième but, cinq minutes avant la fin du temps réglementaire.

Grâce à cette réalisation, le joueur algérien de 24 ans porte son total à 12 buts depuis le début de l'exercice 2025-2026, soit sa troisième saison sous les couleurs du club italien.

Au vu de ses prestations convaincantes en Italie, Ghedjimis a été convoqué pour la première fois par le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, en vue de rejoindre les rangs des «Verts», à l'occasion des deux matchs amicaux face respectivement au Guatemala, le vendredi 27 mars au stade «Luigi Ferraris» à Gênes, et à l'Uruguay, le mardi 31 mars au stade «Allianz Stadium» à Turin, dans le cadre des préparatifs en vue de la phase finale de la Coupe du monde 2026 (11 juin-19 juillet), prévue au

Mexique, au Canada et aux Etats-Unis.



Athlétisme en salle

Nouredine Morceli honoré par World Athletics

La légende de l'athlétisme algérien et ancien champion du monde et olympique de l'épreuve du 1500m, Nouredine Morceli, a été honorée par World Athletics, en marge des Championnats du monde en salle 2026 qui prennent fin à Torun, en reconnaissance de sa carrière exceptionnelle et de sa contribution remarquable à l'histoire de la discipline. Cette distinction lui a été décernée lors d'une cérémonie de donation au Musée mondial de l'athlétisme, en présence du président de World Athletics, Sebastian Coe, ainsi que d'un par-

terre de champions du monde, dont le coureur kényan Daniel Komen. A cette occasion, Morceli s'est vu remettre un pin spécial du Musée international de l'athlétisme. Par ailleurs, la tenue sportive avec laquelle il avait réalisé l'un de ses exploits majeurs durant sa carrière, a été intégrée et exposée parmi les collections du musée, témoignant de la place prestigieuse qu'il occupe dans la mémoire de l'athlétisme mondial. Cette reconnaissance symbolique vient couronner une carrière sportive exceptionnelle, mar-

quée notamment par sa médaille d'or olympique remportée en 1996 à Atlanta, ainsi que par son titre de champion du monde en salle du 1500 mètres en 1991 à Séville.

La présence de Morceli parmi les invités officiels de cette manifestation mondiale – qui s'achève ce dimanche soir après trois jours de compétition – constitue une valeur ajoutée à l'événement, compte tenu de son statut emblématique dans l'histoire de l'athlétisme.

Pays-Bas

Hadj Moussa encore encensé

Les déclarations de Willem van Hanegem à propos d'Anis Hadj Moussa n'ont pas laissé indifférents aux Pays-Bas. L'ancienne gloire du football néerlandais s'est exprimée dans les colonnes du Algemeen Dagblad, évoquant notamment le rôle des ailiers dans le choc très attendu entre Feyenoord et Ajax. Dans un entretien accordé au Algemeen Dagblad, l'ancienne légende néerlandaise n'a pas hésité à livrer une analyse à la fois critique et nuancée du joueur. Selon lui, Hadj Moussa reste l'un des éléments les plus dangereux de son équipe, mais son irrégularité récente suscite des interrogations. «Hadj Moussa est l'un des joueurs les plus dangereux de Feyenoord, mais lors des derniers matchs contre FC Twente, NAC Breda et Excelsior Rotterdam, je n'ai remarqué aucun impact notable de sa part. J'avoue que je ressens parfois une grande frustration à cause de ce joueur.» Une sortie franche, qui reflète une certaine déception face aux performances récentes de l'international algérien, pourtant capable de faire la différence à tout moment grâce à ses qualités techniques et sa percussion. Mais dans la foulée, Van Hanegem tient à souligner un point essentiel qui, à ses yeux, distingue Hadj Moussa de nombreux autres joueurs : sa solidité physique et sa résilience sur le terrain. «Mais il possède un grand avantage : alors que les autres s'effondrent, lui reste

constamment debout. De plus, il ne se blesse jamais.» Un atout majeur dans un football moderne où les blessures peuvent freiner les carrières et perturber la continuité des performances. Cette capacité à enchaîner les matchs sans pépin physique renforce sa valeur au sein de l'effectif de Feyenoord. Ainsi, entre frustration et admiration, le regard de Van Hanegem résume parfaitement le cas Hadj Moussa : un joueur imprévisible, parfois irrégulier, mais doté de qualités rares qui continuent de faire de lui une arme offensive redoutable.



ESPAGNE

Vinicius et le Real s'offrent le derby

Le Real Madrid a remporté ce dimanche un derby madrilène animé contre l'Atlético (3-2), après avoir été mené 0-1 à la mi-temps.

Auteur d'un doublé (52e et 72e), Vinicius Junior a été le grand bonhomme de ce rendez-vous clé, qui permet aux Merengues de rester à 4 points du FC Barcelone en tête de la Liga, à neuf journées de la fin. Marqué par de multiples rebondissements et plusieurs jolis buts, le match a vu Kylian Mbappé effectuer son retour en Liga après un mois d'absence, en raison d'une entorse du genou. La Liga 2025-2026 était quasiment sur le point d'être pliée, ce dimanche à la mi-temps du derby de Madrid, lorsque le FC Barcelone comptait virtuellement 7 points d'avance sur son éternel rival du Real, alors mené par l'Atlético (0-1). Mais on a ensuite eu droit à de multiples rebondissements, entre une expulsion de Federico Valverde et une avalanche de beaux buts, pour voir les Merengues renverser ce derby pour l'emporter 3-2.

De quoi garder le contact avec le Barça, toujours 4 points devant en tête de la Liga, à neuf journées de la fin, après son succès sans forcer contre le Rayo Vallecano (1-0) ce dimanche après-midi. A Santiago Bernabeu, le public est passé par toutes les émotions lors de ce derby face au voisin honni. L'Atlético avait corrigé le Real 5-2 sur la phase aller, et la recrue hivernale Ademola Lookman a mis les Colchoneros en pôle sur une contre-attaque (0-1, 33e).

Enorme «golazo» de Nahuel Molina

Plus entreprenants mais inefficaces, les joueurs

du Real Madrid ont signé un fracassant retour des vestiaires : Vinicius Junior a transformé en force un penalty obtenu par Brahim Diaz (1-1, 52e) puis Federico Valverde s'est une nouvelle fois montré redoutable dans son face-à-face avec le gardien Juan Musso (2-1, 55e). Mais ces trois minutes de folie n'allaient pas sonner la fin de ce derby.

Le défenseur argentin de l'Atlético Nahuel Molina s'est ainsi offert un golazo pour remettre les deux équipes à égalité, avec ce missile de 25 mètres dans la lucarne d'Andriy Lunin (2-2, 66e), titularisé avec la blessure de Thibaut Courtois. Avant que Vinicius ne signe un doublé après un décalage et un tir enroulé dans l'angle opposé (3-2, 72e). Sans compter un ultime coup de théâtre avec l'exclusion de Valverde (77e) pour un tacle trop appuyé sur Alex Baena.

L'accès à ce contenu a été bloqué afin de respecter votre choix de consentement

En cliquant sur «J'accepte», vous acceptez le dépôt de cookies par des services externes et aurez ainsi accès aux contenus de nos partenaires. En supériorité numérique, les Colchoneros ont fait passer des sueurs froides dans le stade. Julian Alvarez a ainsi fracassé le poteau de Lunin d'un tir lointain (81e), puis Alexander Sorloth aurait pu égaliser dans les derniers instants (90e + 2). La présence de Kylian Mbappé aura été plus symbolique que réellement décisive.

De retour après un mois d'absence en raison d'une entorse du genou, le Français avait été laissé sur le banc au coup d'envoi. Après avoir disputé 21 minutes mardi en Ligue des champions à Manchester City (1-2), le capitaine de l'équipe de France et meilleur buteur du Real cette saison (38 buts en 34 matchs), a fait son entrée à la 63e minute sous les acclamations des supporters.



gérer la pression particulière liée à cette fonction. Malgré la certitude grandissante concernant Zidane, Diallo a réussi jusqu'à présent à garder les détails sous le boisseau. Cependant, ses récentes déclarations ont fait passer le débat de la question de savoir «si» le légendaire numéro 10 prendra les rênes à celle de savoir «quand».

«Oui, je connais son nom», a admis le président de la Fédération française de football lorsqu'il a été interrogé sur cette future nomination.

ATLÉTICO MADRID

Griezmann vers la MLS

Le départ d'Antoine Griezmann aux États-Unis se rapproche.

D'après Marca, L'Équipe ou encore l'Agence France Presse, l'attaquant français va bien quitter l'Europe et l'Atlético de Madrid l'été prochain. Le champion du monde 2018 de 35 ans a reçu l'autorisation de son club de se rendre en Floride pendant la trêve internationale afin de finaliser un accord pour un transfert cet été avec l'Orlando City Soccer Club, pensionnaire du championnat américain de MLS.

Antoine Griezmann, qui a fêté samedi ses 35 ans, meilleur buteur de l'histoire de l'Atlético (211 réalisations), devrait enfin rejoindre cet été la MLS, où il est annoncé avec insistance depuis plusieurs années. L'Atlético Madrid avait fermé la porte au début du mois à un départ du Français en cours de saison, lors de la fenêtre américaine de mercato ouverte jusqu'au 26 mars. Mais ce n'était que partie remise.

L'ancien vice-capitaine de l'équipe de France (137 sélections, 44 buts) ne cache pas son intérêt pour les États-Unis et pour ses ligues de sports professionnelles, la NBA notamment.



FRANCE

Zidane devrait remplacer Deschamps

Dans une avancée majeure pour l'avenir des Bleus, le président de la Fédération française de football (FFF), Philippe Diallo, a confirmé que l'identité du prochain sélectionneur national était déjà connue. Alors que Deschamps reste concentré sur la Coupe du monde 2026 à venir, les préparatifs de la transition post-tournoi ont été menés à bien en coulisses. Dans une interview accordée au Figaro, Diallo a révélé qu'il était en pourparlers avec des candidats afin d'assurer une passation de pouvoir en douceur lorsque l'ère actuelle prendra fin. Le président de la FFF s'était auparavant montré prudent pour ne pas nuire à Deschamps, mais ses dernières déclarations suggèrent qu'un

plan officiel est désormais bien en place. Le nom qui est sur toutes les lèvres est, sans surprise, celui de Zidane. L'ancien entraîneur du Real Madrid est sans emploi depuis son départ du Santiago Bernabéu en 2021, et il semble qu'il ait refusé de nombreuses offres lucratives de grands clubs européens et d'autres équipes nationales pour attendre le poste de sélectionneur de la France. Selon Le Parisien, Zidane aurait conclu un accord verbal pour prendre les rênes de l'équipe. Les critères de Diallo pour ce poste semblent désigner directement le légendaire milieu de terrain, le président ayant souligné la nécessité de trouver une personnalité qui inspire le respect à l'échelle nationale et capable de

gérer la pression particulière liée à cette fonction. Malgré la certitude grandissante concernant Zidane, Diallo a réussi jusqu'à présent à garder les détails sous le boisseau. Cependant, ses récentes déclarations ont fait passer le débat de la question de savoir «si» le légendaire numéro 10 prendra les rênes à celle de savoir «quand».

«Oui, je connais son nom», a admis le président de la Fédération française de football lorsqu'il a été interrogé sur cette future nomination.

COUPE DE LA LIGUE ANGLAISE

Manchester City dispose d'Arsenal en finale

Manchester City a offert un nouveau trophée à Pep Guardiola et infligé une nouvelle désillusion à Arsenal, dimanche dans une finale de Coupe de la Ligue remportée 2-0 à Wembley, la deuxième maison de l'entraîneur espagnol qui remporte son 19e titre sur le banc de City. Les Sky Blues sont arrivés dans le stade du nord de Londres comme une bête blessée, à l'aura déclinante et encore meurtris par leur élimination mardi en Ligue des champions, mais il ne fallait pas les enterrer trop vite. Guardiola a fait la leçon face à son ancien adjoint, Mikel Arteta, avec qui il avait gagné la première de ses quatre League Cups d'affilée, en 2018. Le maître catalan a prolongé la di-

sette de son ancien élève sur le banc d'Arsenal, grâce à la forte tête de Nico O'Reilly, son latéral gauche auteur d'un improbable doublé en seconde période (60e, 64e). Le palmarès d'Arteta reste bloqué à un titre, celui décroché en Coupe d'Angleterre en 2020, sept mois après son arrivée, contre Chelsea dans un Wembley vidé par la pandémie. Sur la pelouse, c'est probablement Manchester City qui a montré le plus d'ambition dans le jeu, après avoir contenu la marée rouge des premières minutes.

Trafford décisif, Kepa fautif

Sans la triple intervention précoce de James Trafford (23 ans), l'issue aurait probable-

ment été différente. La doublure de Gianluigi Donnarumma s'est déployée devant Kai Havertz, puis deux fois sur des tirs de Bukayo Saka (7e). Cette triple tentative des Gunners a représenté le seul véritable coup de canon d'une première période sans saveur, plutôt hachée et où il y a eu bien plus de coups donnés que d'occasions créées. Les défenses ont pris le dessus, à l'image de William Saliba sur Erling Haaland, lequel n'a eu qu'une tête, non cadrée, à se mettre sous la dent (45e). Le Français a remporté ce duel de costaud avec des interventions puissantes et maîtrisées. Mais avec City, le danger est toujours multiple et neutraliser le géant norvégien ne suffit pas toujours. Le premier but est venu d'un

centre de Rayan Cherki que Kepa, l'habituel gardien N.2 d'Arsenal, a laissé filer entre ses gants, une aubaine que O'Reilly a saisi en jaillissant de la tête devant Martin Zubimendi (60e, 1-0). Le gardien espagnol a prolongé son musée des horreurs à Wembley: il y avait déjà perdu deux finales de coupe, avec Chelsea, en refusant de laisser sa place avant les tirs au but contre Man City, en 2019, puis manqué le sien lors de la défaite contre Liverpool trois ans après. Sur le second but, sa responsabilité est moins engagée. O'Reilly a profité d'un centre de Matheus Nunes pour doubler la mise (64e, 2-0) et envoyer les siens au paradis.

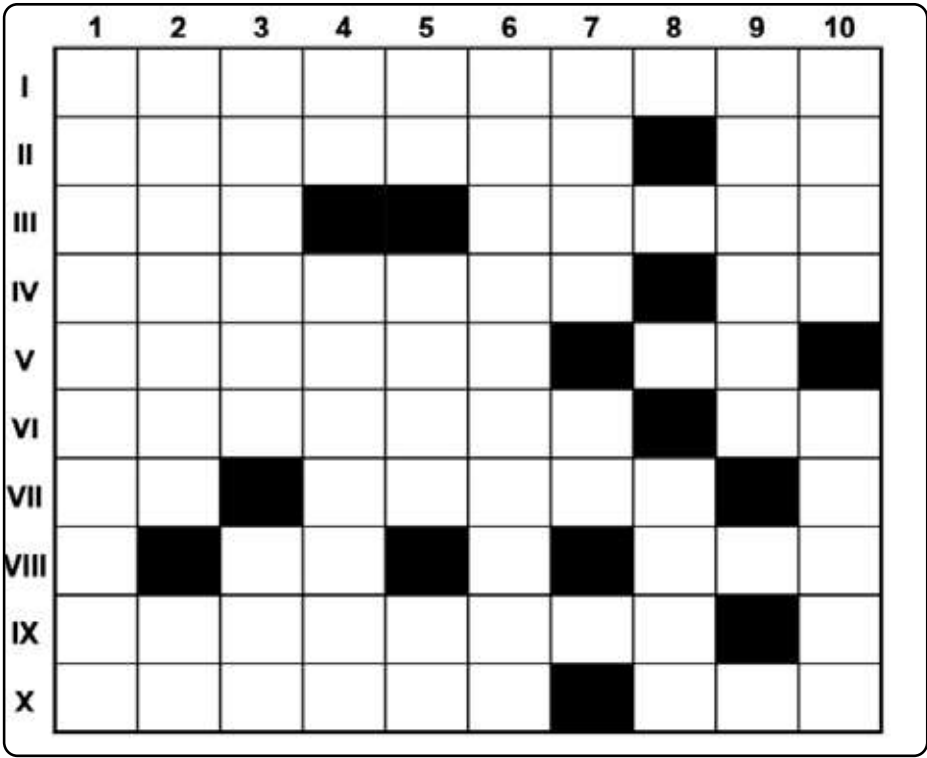
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Garde-corps. II. Un symbole du compagnon maçon. Morceau de squelette. III. Mastic de garnissage. Précède Noël. IV. Une pièce quasi indispensable pour une maison bioclimatique. C'est moi qui parle. V. Publiai. Se jette dans l'Adriatique. VI. Château de poupe. Nanoseconde. VII. L'Equateur en ligne. Affluent de la Seine. VIII. Rapport en maths. Voie publique. IX. Entoure la cité médiévale. X. Abrita une manufacture et une école normale. Aigre.

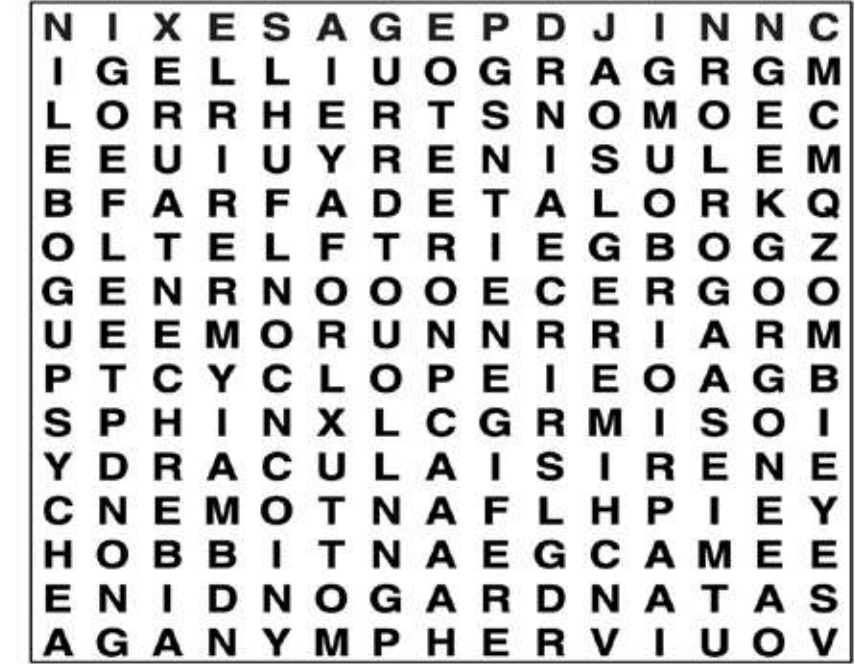
VERTICALEMENT

1. Positions dominantes en architecture. 2. Ouvrage d'art et d'eau. Négation. 3. Pupitre. Vieille technique de télécommunication. 4. Europe abrégée. Bâtiment de peintres. 5. Strontium. L'OTAN outreAtlantique. C'est-à-dire que c'est du latin. 6. Héritage du passé. 7. Imagina. Au milieu du menu. 8. Pierre de construction. 9. Domine les fortifications. 10. Villa romaine à Tivoli. Une famille d'architectes allemands.

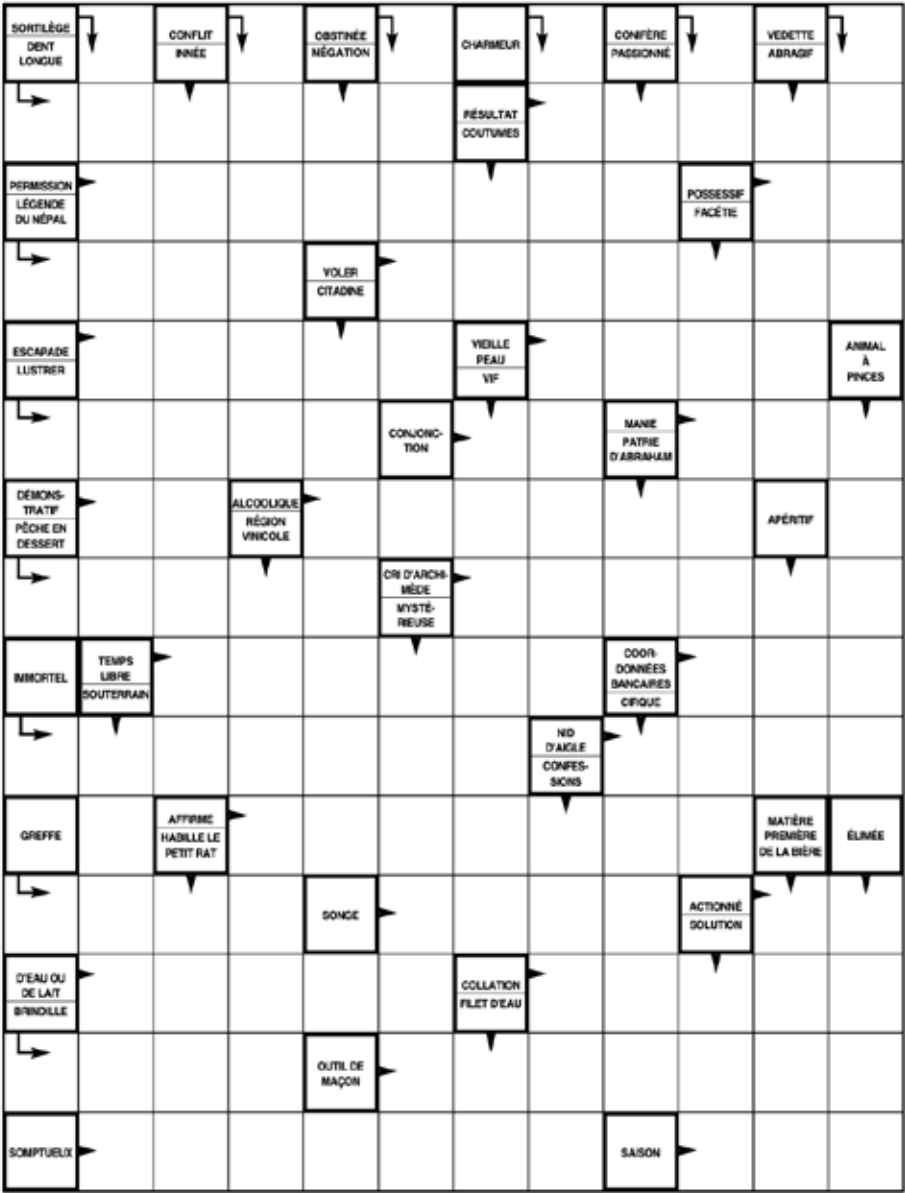


MOTS MÊLÉS

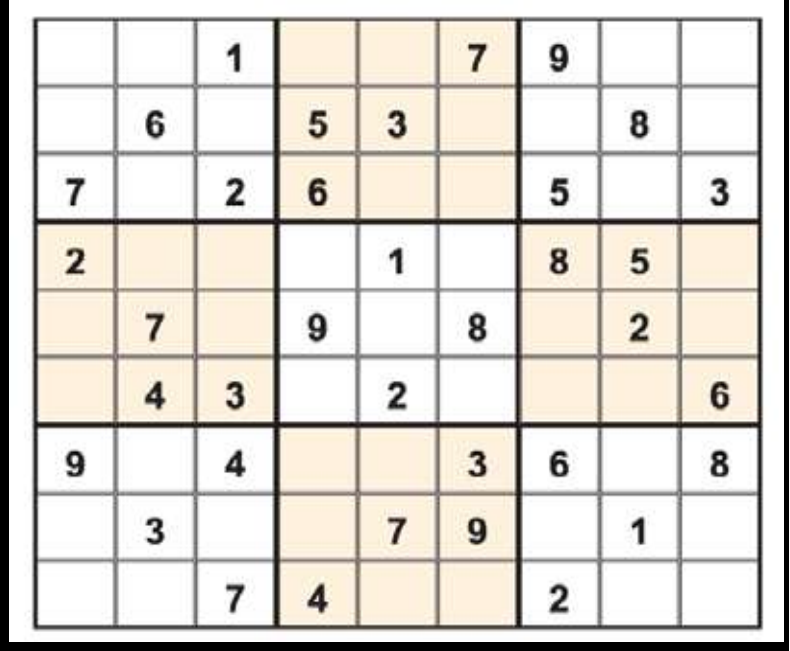
- CENTAURE
CERBERE
CHIMERE
CYCLOPE
DJINN
DRACULA
DRAGON
ELFE
FANTOME
FARFADET
GARGANTUA
- GARGOUILLE
GEANT
GOBELIN
GOLEM
GORGONE
GOULE
GRIFFON
HOBBIT
HYDRE
KORRIGAN
LICORNE
- LOUP
MELUSINE
MINOTAURE
MONSTRE
NAGA
NAIN
NIXE
NYMPHE
OGRE
ONDINE
PEGASE
- PSYCHE
SATAN
SIRENE
SORCIERE
SPHINX
TROLL
VAMPIRE
VOUVIRE
YETI
ZOMBIE



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



Théâtre régional Abdelmalek Bouguermouh

Place aux enfants !

Après un mois de Ramadhan bien rempli, le Théâtre Régional Abdelmalek Bouguermouh lance un programme spécial pour les enfants pendant les vacances de printemps, avec des spectacles, des animations et une tournée dans plusieurs villes.



NASSIM TERKI

Au Théâtre Régional Abdelmalek Bouguermouh, le mois de Ramadhan s'est achevé sur une activité soutenue. Pendant plusieurs semaines, la salle Nouria Kazdarli a accueilli des pièces en solo et des spectacles portés par des artistes venus de différentes régions du pays. Le public a pu découvrir plusieurs œuvres, dont Belkacem Akahouadji avec Ismail Taouach, El Madani Ould El Mansi interprété par Seif Eddine Bouha, Nouara de Wahiba Bali ou encore Maya de Souad Djenati. D'autres spectacles ont complété le programme comme Tro-blemes de Mokrane Aggoune, Dahmou présenté par l'association Enadajma d'Akbou, et Zahia avec Sabrina Ghriche. Le choix du monodrame a marqué cette édition. Sur scène, peu de décor, mais beaucoup de présence et de parole. Les artistes ont misé sur des formes simples, proches du public.

En parallèle, des soirées musicales ont été organisées à l'occasion de Laylat al-Qadr et de la fête de la Victoire. Les Scouts Musulmans Algériens, avec les groupes Mahfoud Keddache et Chérif Tikamera, ont animé le théâtre avec des activités collectives. À cela s'est ajoutée une programmation musicale organisée pour Laylat al-Qadr et la fête de la Victoire. Plusieurs artistes sont montés sur scène, dans des styles différents. Le chaâbi était présent avec Nacer Mekdad pour le chaâbi, on peut citer également, Chemssou Freeklane, le groupe Mazalna Hna (Polyphene, Djalti, Salim Chaoui, Fanny Talbi), mais aussi Yacine Zaouaoui, Keedym, Ali Farhati, Hakim Akbayli, Karima Labdjaouia, Salah Soltane, Walid Amechtouh, Riadh Hitouche, Mehdi Tarikat, Mohamed Bencheikh, Farid Meddour, Rabah Labdjaoui, Inayen, Lamine Ihaddaden, Badi Ziani, Cheb Yanik, Noureddine Allane, le maestro Hamidou sans oublier kheffoufi l'illusionniste. Cette partie musicale a permis d'élargir le public et de varier le programme. À peine le Ramadhan terminé, le théâtre enchaîne avec un nouveau programme. Cette fois, il est consacré aux enfants, à l'occasion des vacances de printemps. Les activités se déroulent du 23 mars au 4 avril 2026.

Le premier axe concerne les activités à l'intérieur du théâtre. Du 24 mars au 4 avril, des spectacles pour enfants seront présentés dans la salle Nouria Kazdarli. Il y aura aussi des shows de magie et des démonstrations d'acrobatie. Le but est de proposer des moments simples, accessibles et adaptés aux plus jeunes. Le deuxième axe s'intitule « Le théâtre à l'école ». Il se déroule du 28 mars au 4 avril au complexe sportif de proximité de Tichy. Des élèves des communes de Tala Hamza, Boukhefifa et Tichy vont assister à des représentations. L'idée est de rapprocher le théâtre des enfants, sans attendre qu'ils viennent jusqu'à la salle. Le troisième axe est une tournée artistique. Elle est prévue du 23 mars au 1er avril. Les spectacles vont circuler dans plusieurs villes : Kherrata (salle du 8 Mai 1945), Alger (salle Atlas), Boumerdès (salle Yousr), El Eulma et Biskra (salle Chebbah El Mekki). Cette tournée permet de faire sortir les productions du théâtre de Béjaïa et de toucher d'autres publics. Avec ce programme, le théâtre régional de Béjaïa Abdelmalek Bouguermouh reste dans la continuité de son travail. Après un Ramadhan riche, il mise sur les enfants et sur la proximité pour garder le lien avec le public.

Khellaf Bouchebbah, entre magie et rire

À Béjaïa, depuis son enfance, Khellaf Bouchebbah (khefoufi le magicien) a toujours aimé les histoires. À 9 ans, il franchit la porte de l'association Les Rebelles et découvre le théâtre. Comédien, il parcourt les scènes locales, participe à des tournées et fait ses premiers pas à l'écran dans trois feuilletons réalisés par Ahmed Djenadi. Ces expériences le façonnent, lui donnent le goût du contact avec le public, et éveillent chez lui un sens aigu du spectacle. Mais très vite, ce qui le fascine n'est plus seulement le théâtre : c'est la magie. En 2018, une rencontre avec le magicien Tonix Mohamed Zourgan change tout. Khefoufi s'immerge dans cet art, apprend à manipuler les illusions et, sur-

tout, à les relier à l'humour. Son style se dessine, des spectacles interactifs, où l'émerveillement et le rire se répondent, où le spectateur devient acteur, surpris et amusé à chaque instant. Autodidacte, il lit, regarde, s'entraîne, cherche toujours à se renouveler. Sa démarche est soutenue par des artistes comme Salim Molasse et Youz Magic, et en 2023, il obtient sa carte d'artiste professionnel. L'année suivante, il franchit une nouvelle étape en participant à un concours international de magie, confirmant son désir de dépasser les frontières de l'Algérie. Sur le plan national, khefoufi se produit avec la Direction de la Culture et l'ONCI. À l'étranger, il vit ses premières expériences professionnelles en Égypte, en Turquie et en Tunisie, animant des

hôtels et événements avec la même énergie, la même générosité envers son public. Dernièrement, il innove encore en mêlant magie et musique chaâbi, lors d'un spectacle organisé pendant le mois de Ramadan aux côtés du chanteur Yacine Zouaoui, un projet qui illustre parfaitement sa capacité à combiner tradition et modernité. Pour Khellaf Bouchebbah, la magie va bien au-delà des tours de passe-passe. « C'est un langage pour se connecter aux autres, partager des émotions et offrir des sourires, surtout aux enfants », aimait-il rappeler. Son ambition est simple : « Que chaque spectateur reparte avec un peu de lumière dans les yeux et de légèreté dans le cœur ».

N.T.

Ouverture de la 2e exposition géante sur les dinosaures à Alger

La 2e édition de l'exposition sur les dinosaures a été inaugurée, dimanche au Parc de la rive ouest de l'embouchure d'oued El Harrach à Alger. Cette initiative est inscrite dans le cadre du programme d'animation consacré à la ville d'Alger durant les jours de l'Aïd el Fitr et les vacances de printemps, a indiqué un communiqué des Services de la wilaya d'Alger. Elle intervient après « le succès exceptionnel de la 1e édition, l'exposition offrant aux visiteurs des maquettes de dinosaures de différentes tailles, ainsi que des espaces d'interaction, ce qui en fait une expérience ludique et éducative unique en son genre pour les enfants ». Organisée par l'Etablissement public de wilaya chargé de la gestion et de la promotion d'Oued El Harrach aménagé (ECOLOH), l'exposition se poursuivra quotidiennement de 10h00 à 22h00 pendant toute la durée des vacances de printemps au niveau du Parc de la rive ouest de l'embouchure d'oued El Harrach. L'événement intervient dans le cadre du programme riche et diversifié élaboré par les services de la wilaya pour animer la capitale durant la période de l'Aïd et des vacances, touchant différents espaces publics, promenades et salles d'exposition, selon la même source.

Le Forte Trio du Kazakhstan en concert à Alger et Oran

Le Forte Trio, ensemble de musique de chambre du Kazakhstan fondé en 2014, est composé de trois musiciens : Timur Urmancheev au piano, Murat Narbekov au violoncelle et Maksat Jussupov au violon. Chacun apporte sa sensibilité et son expérience, donnant au trio un équilibre rare et précis. Depuis sa création, l'ensemble s'est produit sur des scènes prestigieuses, à Moscou, Berlin, Paris ou Ottawa. Son répertoire couvre la musique classique européenne, le jazz, les œuvres contemporaines et les airs traditionnels kazakhs, offrant au public une diversité peu commune. Lors de son passage en Algérie, le trio donnera deux concerts, à Alger le 2 avril et à Oran le 4 avril. Ces soirées seront l'occasion de découvrir un dialogue musical où résonneront à la fois les grands classiques et les mélodies de leur pays. Les trois musiciens animeront trois jours de master class à l'Institut de musique d'Alger. Les jeunes élèves pourront apprendre les techniques instrumentales, l'interprétation et la pratique de la musique de chambre. Une occasion rare d'échanger avec des artistes de renommée internationale. Cette venue illustre la volonté de renforcer les échanges culturels entre l'Algérie et le Kazakhstan. Le trio résume ainsi son approche : « Le dialogue est un art, et lorsqu'il se fait par la musique, il dépasse les limites des mots ». Pour les mélomanes algériens, cette première escale promet un moment unique, où la virtuosité rencontre la sensibilité et où la musique devient un pont entre deux cultures.

Trait d'esprit

“La politique, c’est l’art de rendre possible ce qui est nécessaire.”

Lionel Jospin

Championnats du monde d’athlétisme en salle
L’Algérie domine l’Afrique et le monde arabe



L’Algérie a décroché la 24e place lors des championnats du monde d’athlétisme en salle 2026, clôturée dimanche soir à Torun (Pologne), se plaçant ainsi en tête des nations africaines et arabes ayant participé à cette compétition. Cette performance est assurée grâce à la médaille de bronze de Yasser Mohamed Tahar Triki au triple saut, avec un bond de 17,30 mètres, derrière l’Italien Andy Diaz Hernandez (17,47 m) et le Jamaïcain Jordan Scott (17,33 m).

L’Algérie a participé avec quatre athlètes : les demi-fondistes Mohamed Ali Gouaned et Slimane Moula (800 m) ainsi que le jeune Younès Ayachi (17 ans) au saut en hauteur. Les trois autres n’ont pas décroché de médailles supplémentaires. Les États-Unis ont remporté le classement général avec 18 médailles (5 or, 7 argent, 6 bronze), devançant la Grande-Bretagne (4 or) et l’Italie (3 or, 2 argent).

Saisie record de drogue et démantèlement d’un réseau criminel

Les services de la Sûreté nationale ont mené ce lundi une vaste opération antidrogue, saisissant plus de 55 kg de kif traité en provenance du Maroc et arrêtant huit membres d’un réseau criminel, selon la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). L’intervention, menée en coordination avec les douanes des wilayas de

Laghouat et Djelfa, a permis de déjouer une filière structurée de trafic de stupéfiants. Cinq véhicules utilisés dans ces activités ont été saisis. Les huit suspects ont été déferés devant le procureur de la République près le pôle judiciaire spécialisé de Sidi M’hamed, où ils répondront des chefs d’accusation retenus contre eux.

L’Inde censure un film sur Ghaza

Les autorités indiennes ont décidé d’interdire la diffusion du film La Voix de Hind Rajab, qui retrace la mort tragique d’une fillette palestinienne à Gaza, au motif que sa projection pourrait nuire aux relations entre New Delhi et Israël. Cette décision révèle avant tout un choix politique clair : sacrifier la liberté d’expression et le témoignage poignant d’une enfant pour préserver des intérêts stratégiques. Réalisé par Kaouther Ben Hania, le film raconte les dernières heures de Hind Rajab, cinq ans, tuée avec sa famille alors qu’ils tentaient d’échapper aux bombardements. Basé sur des images et enregistrements authentiques, le récit restitue avec intensité la peur et la détresse d’une enfant prise au piège de la guerre. Le paradoxe est frappant : l’œuvre a été projetée dans de nombreux pays, y compris en Israël, sans susciter de controverse. En Inde, pourtant, elle devient « problématique » non pas pour son

exactitude, mais pour l’impact politique qu’elle pourrait avoir. Cette censure survient alors que New Delhi accentue ses liens avec Israël, notamment dans les domaines militaire, technologique et sécuritaire, comme en témoigne la récente visite de Narendra Modi. L’Inde, longtemps considérée comme un allié de la cause palestinienne, semble réévaluer ses priorités et privilégier ses alliances stratégiques au détriment de la liberté culturelle et journalistique. La réaction de certains responsables politiques, comme le député Shashi Tharoor, qui a qualifié l’interdiction de « honteuse », illustre la tension entre la démocratie et la realpolitik : entre le respect des valeurs de liberté et les calculs diplomatiques. Les violences à Gaza, qui n’ont jamais cessé depuis le 8 octobre 2023, ont déjà causé 72.255 morts et 171.915 blessés, dont plus de 70 % de femmes et d’enfants.

Journées du théâtre pour enfants à Souk Ahras

Le théâtre régional « Mustapha Kateb » de Souk Ahras a annoncé la programmation de sept spectacles spécialement dédiés aux enfants, dans le cadre des Journées du théâtre pour enfants. Ces activités, organisées en marge des vacances scolaires de printemps, se dérouleront du 25 au 31 mars, rapporte l’APS. Selon Samir Laâroum, responsable du service de programmation et de distribution du théâtre, le programme propose un large



éventail d’activités récréatives, éducatives et artistiques destinées aux plus jeunes. L’événement réunira des troupes théâtrales locales ainsi que des groupes venus de plusieurs autres wilayas, notamment Annaba, Khenchela, Tizi Ouzou et Tiaret. La manifestation s’ouvrira mardi avec la représentation du spectacle « Le théâtre muet », présenté par l’association des arts « Les Sept Arts » de Tiaret, précise l’APS.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

ÉTUDIER EN INDONÉSIE GRÂCE AUX BOURSES KNB 2026 : Une opportunité pour les étudiants

Une nouvelle porte s’ouvre pour les étudiants algériens souhaitant poursuivre leurs études à l’étranger. En effet, l’université d’Alger 3 vient d’annoncer le lancement des candidatures pour le programme de bourses Kemitraan Negara Berkembang (KNB) 2026, proposé par le ministère indonésien de l’Enseignement supérieur et des Sciences et Technologies.

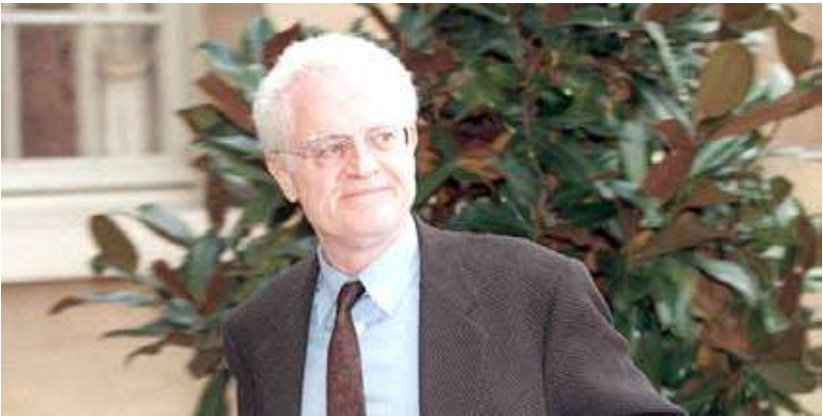
Ce dispositif, destiné aux étudiants issus de pays en développement, permet de financer des études de licence (S1), master (S2) ou doctorat (S3) dans 47 universités indonésiennes partenaires. Le KNB n’est pas seulement une bourse. C’est un véritable pont entre l’Indonésie et les pays en développement. En accueillant des étudiants étrangers, le gouvernement indonésien souhaite renforcer l’internationalisation de son enseignement supérieur et contribuer au développement des ressources humaines dans les pays partenaires. Les lauréats bénéficieront d’un soutien financier complet, couvrant les frais de scolarité, une allocation mensuelle, ainsi que d’autres avantages selon le niveau d’études. Les candidats ont jusqu’au 31 mars 2026 pour déposer leur dossier. La procédure est simple, mais exigeante : Constituer un dossier administratif et académique complet (diplômes, relevés de notes, CV, etc.). Obtenir une lettre de recommandation en envoyant les documents requis à l’ambassade d’Indonésie en Algérie, à l’adresse : alger.staf.pensosbud@kemlu.go.id. S’inscrire en ligne via la plateforme officielle du programme : <https://knb.kemdiktisaintek.go.id>



Les résultats de la sélection seront annoncés le 19 juin 2026. Pour plus d’informations, les candidats peuvent consulter le site officiel du programme ou contacter directement l’ambassade d’Indonésie en Algérie. ■

Décès de Lionel Jospin à 88 ans

Il était l’une des dernières grandes figures de la gauche française, un homme dont le nom restera associé à l’idée d’une gauche rassembleuse, capable de dépasser ses clivages pour gouverner. Lionel Jospin, Premier ministre de 1997 à 2002 et deux fois candidat malheureux à la présidence de la République, est décédé dimanche à l’âge de 88 ans, a annoncé sa famille à l’AFP. Son parcours politique, marqué par la rigueur, la discrétion et une forme d’élégance rare, a traversé près de quatre décennies de vie publique. Premier secrétaire du Parti socialiste à deux reprises (1981-1988, puis 1995-1997), il avait su imposer sa marque, celle d’un socialiste pragmatique, loin des excès idéologiques, mais profondément attaché à la justice sociale. C’est en 1997, après la dissolution surprise de l’Assemblée nationale par Jacques Chirac, que Lionel Jospin entre dans l’Histoire. À la tête de la coalition inédite de la « gauche plurielle », il réunit socialistes, écolo-



gistes et communistes. Contre toute attente, cette alliance remporte les législatives et propulse Jospin à Matignon. Pendant cinq ans, il incarne une gauche au pouvoir, réformiste, avec des mesures majeures telles que les 35 heures, la couverture maladie universelle et les emplois-jeunes. Cependant, l’élection présidentielle de 2002 restera un choc : arrivé

en tête au premier tour cinq ans plus tôt, il est cette fois éliminé dès le premier tour, devancé par Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Même après son retrait, Lionel Jospin est resté une figure respectée et consultée. Fidèle à ses idées, il a incarné une gauche moderne, rassembleuse et humaniste. Son décès laisse un vide dans le paysage politique français. ■